

Autour de 1968.

La génération soixante-huit.

Et pourtant 1968 est proche. Il faut bien comprendre que l'ensemble des crises, révolutions et guerres dans le "tiers-monde" autour de 1960, s'il constitue un échec, ne se termine pas par des défaites sanglantes généralisées -à une exception notable, l'Indonésie. Et dans les pays impérialistes, les classes ouvrières ne sont pas battues, mais ont gardé les acquis sociaux censés, pour les théoriciens du tiers-mondisme et de la "société de consommation", les embourgeoier. Il devait donc y avoir un rebondissement et plus encore.

Ce rebondissement est concentré et symbolisé par l'année 1968. Si 1968 a cette importance et garde aujourd'hui, après 1989 et bien d'autres événements, un tel relief, c'est bien entendu parce que la révolution frappe à nouveau, cette année là, en Europe, des deux côtés de l'Europe, par la grève générale de mai-juin en France et par le Printemps de Prague en Tchécoslovaquie (remarquons tout de suite que le cœur de l'Europe, le cœur du problème, l'Allemagne, est certes cerné, mais aussi contourné, par cette géographie). Mais nous avons déjà relevé qu'après tout, une telle conjonction s'était déjà produite en 1953.

Ce qu'il y a en plus en 1968, et qui trace comme un fil conducteur de Prague à Paris et à Mexico, c'est la révolte de larges couches de la jeunesse scolarisée. De plus, cette jeunesse alimente une certaine remontée des courants révolutionnaires anti-staliniens qui sortent de leur ghetto (trotskystes et anarchistes, beaucoup moins les courants désignés par l'appellation de communistes de gauche), ainsi que la poussée des courants castro-guévariste et maoïste (en Amérique latine c'est la fleur de la jeunesse révolutionnaire qui va se brûler dans les *focos*). Autre fait nouveau, la révolte de cette jeunesse met en cause non seulement les rapports d'exploitation capitalistes et bureaucratiques, mais les fondements des sociétés de classe au niveau des mœurs et de la famille.

Il n'est donc pas question de minimiser la réalité du phénomène "générationnel" qui marque les années 60 et fait qu'après 1968 rien ne pourra complètement être comme avant (cf. ci-dessus, « ouverture des possibles et entrée en crise : les relations individuelles et organiques »). A aucun autre moment de l'histoire, pour l'instant, la question de la jeunesse n'a revêtu une telle acuité et une telle spécificité. Il s'agit de la génération née après 1945, plus nombreuse, vivant dans des conditions nouvelles, nettement plus faciles dans le cas des pays impérialistes, mais même là l'avenir est incertain et les attaques contre le droit aux études, particulièrement de la part de la V^e République française, se précisent dans les années précédant 68. Cette génération a grandi entièrement dans le cadre de l'ordre géopolitique global contre-révolutionnaire qui domine la période, et, la première, elle cherche à s'engager dans le rejet global de cet ordre global, elle cherche à l'abattre. L'erreur serait de croire à un mouvement complètement autonome de sa part. Au contraire, il s'appuie d'une part sur le mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, tout en agissant, réciproquement, comme un stimulant envers lui ; et d'autre part il subit de plein fouet le poids de la domination des appareils bureaucratiques sur la classe ouvrière organisée, s'y heurte comme à un mur et se prend les pieds dans les limitations et déformations des courants révolutionnaires eux-mêmes : "le mort saisit le vif".

Au Japon.

Le fait est peu connu et doit être restitué : le premier pays qui a connu, à une échelle de masse, ce phénomène de "radicalisation" de la jeune génération scolarisée, est le Japon impérialiste, dès la fin des années cinquante.

Les conditions particulières de l'histoire du Japon -isolement politique et culturel traditionnel, transformation rapide en puissance impérialiste, basculement vers la dictature militaire raciste et expansionniste, défaite apocalyptique en 1945- peuvent suffire à

expliquer la faiblesse relative de son mouvement ouvrier, loin d'être inexistant toutefois, avant 1945. Après 1945, et plus exactement après 1947, la restauration du pays en tant que puissance bourgeoise impérialiste s'accompagne de la mise en place d'un régime dans lequel les libertés démocratiques sont à peu près reconnues, dans le cadre d'un parlementarisme de façade recouvrant la domination d'une oligarchie industrielle et financière. Dans un climat d'ouverture au monde, le mouvement ouvrier japonais acquiert alors une structuration qui est comme le décalque de ce qui se passe dans les pays européens : un parti "socialiste", un parti stalinien, et des bureaucraties syndicales le dominant. C'est cette structuration, de fraîche date, qui est brutalement mise en cause par les mouvements de la jeunesse dans la seconde partie des années cinquante.

Trois faits sont particulièrement intéressants à relever.

Premièrement, le "canal" de cette évolution est une organisation estudiantine de masse, jusque là tenue par le PC et qui s'en émancipe, la Zengakuren.

D'autre part, dans leur critique des appareils bureaucratiques, les militants japonais ne s'arrêtent pas en chemin et, très majoritairement, estiment visiblement qu'il n'y a pas de raison de s'imaginer que des États ouvriers pourraient exister sur la planète. Ni la Chine, ni la Corée du Nord, ni "même" le Viêt-Nam (comme pourrait protester d'une petite voie plaintive un militant européen de la même génération) ne trouvent grâce à leurs yeux -ce qui ne les empêche nullement de préconiser une lutte frontale pour aider le peuple vietnamien en expulsant les forces nord-américaines du territoire japonais et du Pacifique.

Troisièmement, le trotskysme, quoi qu'handicapé par sa théorie des États ouvriers, réapparaît "spontanément" au Japon, à partir de la réflexion et des lectures effectuées indépendamment, à l'origine, de tout contact organisé, par des militants communistes réfléchissant par eux-mêmes -un traducteur isolé, Yamanishi, ayant individuellement traduit les principaux textes de Trotsky en japonais et des responsables du PC en opposition l'ayant contacté ... voici un fait qui devrait donner à réfléchir aux tenants de la doctrine du "fil de la continuité" selon qui tout est perdu si une organisation, aussi petite soit-elle, n'assure pas le lien avec le passé.

Ces points forts de la nouvelle 'extrême-gauche' japonaise seront cependant dominés, dans les années soixante, par ses points faibles. Le rôle de pointe qu'elle joue dans les mobilisations de 1960 contre l'alliance avec les États-Unis est en fait son apogée. Alors que le cœur de la classe ouvrière demeure dirigée par les appareils bureaucratiques, les courants issus du Zengakuren versent pour la plupart d'entre eux dans un gauchisme prononcé, pour lequel leur capacité à déclencher des forts affrontements avec la police ouvre la voie directe de la révolution au Japon. Toute une nébuleuse de groupes rivaux se forme, mus les uns contre les autres d'un sectarisme outrancier qui ira parfois jusqu'à des assassinats mutuels ... voici un autre fait qui peut aussi donner à réfléchir : si l'histoire peut ménager des surprises heureuses, elle n'est pas avare non plus de lendemains au goût amer et de plats épicés.

L'isolement apparent du Japon a beaucoup pesé. Il serait nécessaire et utile, pour faire un bilan du XX^e siècle dégagant des perspectives pour le XXI^e, de mieux connaître tant les forces que les faiblesses de cette extrême-gauche japonaise. Il semble ne guère faire de doute que les traits de dégénérescence et de violence sectaire correspondent à une sorte de retour du stalinisme, chassé par la porte à la fin des années cinquante, et qui revient par la fenêtre sous les traits du maoïsme de la "révolution culturelle". La décomposition finale de cette extrême-gauche semble n'avoir laissé que des courants trotskystes, d'une part, et d'autre part une secte militariste-terroriste manipulé par les services nord-coréens et par la police, l' "Armée rouge japonaise".

Pendant que la jeunesse japonaise connaissait ce tête à queue, le cœur de la classe ouvrière subissait une défaite à froid qui allait servir de modèle dans le monde entier. La restructuration industrielle, engagée dès la fin des années cinquante, va mettre au chômage, au recyclage ou à la retraite anticipée des masses de mineurs, de métallurgistes et de

travailleurs du textile. C'est aussi, entre autre, pour cela, que la "radicalisation" de la jeunesse n'a pas eu le temps de gagner ces couches : leur élimination sociale avait commencé. La gestion paternaliste et corporatiste de l'entreprise était en péril dans ces secteurs. Par contre, elle est renouvelée, combinée à de nouvelles techniques de production et surtout à de nouvelles formes d'organisation du travail, dans des secteurs nouveaux. Les usines Toyota recrutent alors une main-d'oeuvre entièrement nouvelle et la forment au système des petites unités de production éclatées, des cercles de qualité, de l'idéologie de l'entreprise. Pendant que la jeunesse scolarisée se brûle les ailes, la bourgeoisie réorganise les modalités de l'exploitation. Sa réussite précoce au Japon dans ce domaine dégage d'importants gains de productivité, base de la puissance économique japonaise dans les années 1970-1980.

Aux États-Unis.

Ce sont les États-Unis qui donnent l'apparence de la plus grande autonomie, par rapport au mouvement ouvrier *stricto sensu*, des phénomènes qui se produisent dans la jeunesse, des importantes mutations culturelles des années 60, de l'émergence d'un féminisme de masse, et du mouvement noir. L'impression générale de cette décennie est celle d'une "radicalisation" très forte et très profonde, mais qui laisse le gros de la classe ouvrière avec les "classes moyennes" et, en fait, avec l'impérialisme américain.

Naturellement, cela peut s'expliquer par le poids acquis par l'appareil de l'AFL-CIO dans le cadre de l'ordre géopolitique global tel que nous l'avons exposé, qui combine, pour l'ouvrier américain blanc "moyen", les acquis sociaux des années trente et quarante à l'intégration de l'idéologie anticomuniste des années cinquante. Nous avons dit que la poussée mac-carthyste s'était arrêtée au seuil de l'attaque frontale contre ces acquis. De sorte que la puissance de la classe ouvrière américaine demeure, mais comme une puissance organique et potentielle, qui semble appelée à ne pas devoir servir. En fait, cette puissance s'épuise lentement dans ces conditions.

Du côté des mouvements qui dans ces années se lancent à l'attaque depuis le coeur de la citadelle contre l'impérialisme américain, les théories selon lesquelles le prolétariat comme sujet révolutionnaire n'est plus, et doit être remplacé par les "minorités" de toutes sortes, ou par l'attaque sur les questions sexuelles et de mode de vie, ou par la pure exaltation libertaire de l'émancipation poétique des individus, voire par le recours à la drogue ... sont donc fort répandues.

On assiste à l'éruption, tant d'un mouvement noir dont la lutte est ponctuée par la marche des droits civiques, l'assassinat de Malcolm X (devenu trotskyste peu auparavant), puis de Martin Luther King, que d'autres mouvements nationaux dont celui des Amérindiens, et d'une mobilisation massive des étudiants pour des causes démocratiques, le tout sur le fond d'une ébullition de créativité culturelle, musicale, etc., et de mise en avant de la "révolution sexuelle", de l'émancipation des femmes, des droits des homosexuels, tous sujets tabous quinze ans avant et très peu envisagés, lorsqu'ils n'étaient pas négligés ou refusés, dans le mouvement ouvrier révolutionnaire lui-même, sauf en partie chez les anarchistes. La génération qui avait grandi après 1945, après les années mac-carthyste, semble repartir, sur des bases nouvelles, "à l'assaut du ciel". Le tout dans une grande confusion, inévitablement.

Sur le fond, ces mouvements cherchent à faire des États-Unis un pays civilisé, ce qui avait avorté après les années trente lorsque la politique des Fronts populaires et le rooseveltisme avaient réussi à priver un mouvement ouvrier jeune et puissant de représentation politique. Il ne s'agit donc pas de mouvements aussi nouveaux qu'ils en ont l'air : leur terrain est, très profondément, celui du combat pour réaliser la démocratie américaine et le rêve fondateur d'une société de femmes et d'hommes indépendants et libres. De telles aspirations ne pouvaient absolument pas se reconnaître dans les régimes soviétique et chinois (mais un peu quand même dans le Cuba des premières années après

sa révolution). Elles posent le problème de l'achèvement de la construction de la nation américaine et entrent en résonance, à ce sujet, avec les mouvements des noirs et des indiens qui soulignent que cette nation ne les a pas englobés et s'est affirmée contre eux.

Dans ce cadre, il y a toute une culture issue en fait de l'histoire du mouvement ouvrier américain qui a été lui aussi radicalement démocratique dans ses aspirations, qui se retrouve dans les luttes "non ouvrières" des années soixante. Les Hippies par exemple se présentent, au premier abord, comme bien éloignés de l'idée que l'on peut se faire du militant ouvrier. Mais que seraient les Hippies sans leurs pères ou leurs grands frères, les Beatniks, et que seraient ces derniers sans leurs ancêtres à tous les Wooblies, qui étaient justement des militants ouvriers, socialistes révolutionnaires et syndicalistes industriels, itinérants comme des pionniers, au début du XX^e siècle ? Dans le même ordre d'idée, il convient de dire que les courants socialistes et trotskystes dissidents typiquement américains, confinés dans le milieu intellectuel par le maccarthysme et le stalinisme, lorsque leurs représentants n'ont pas viré à droite comme ce fut souvent le cas, ont pu féconder les mouvements étudiants, *Students for a Democratic Society* ou *Free Speech Movement* (on pense à Hal Draper).

Au fur et à mesure qu'avancent les années 60, le rejet de la guerre du Viêt-Nam devient le thème unificateur et centralisateur de tous ces mouvements, ce qui leur donne un tranchant politique aiguë qu'ils n'avaient pas au début de la décennie. Le combat pour une politique étrangère démocratique des États-Unis est non seulement une question centrale du point de vue de la défense de la démocratie en Amérique, mais il pose la question du rôle de l'État nord-américain, au plan mondial, et de qui doit diriger cet État. C'est avec la guerre du Viêt-Nam que cette question commence à être posée comme un enjeu mondial central, conduisant en fait à poser la question du pouvoir au niveau des États-Unis et au niveau international.

Le FBI fait alors une vraie guerre à ces groupes, notamment aux noirs, dans laquelle assassinats politiques et faux procès sont monnaies courantes. En l'absence de candidats représentatifs de forces politiques issues du mouvement ouvrier, les élections présidentielles de 1968 se déroulent dans une tension sans précédent dans l'histoire américaine au XX^e siècle, avec deux assassinats politiques contre des leaders relevant du personnel politique bourgeois, mais cristallisant sur eux les aspirations au changement radical (Martin Luther King et Robert Kennedy) assassinats manigancés par l'appareil d'État. Nixon est élu de peu et il est confronté au refus de plus en plus massif dans la jeunesse de la guerre du Viêt-Nam.

Malgré le soutien honteux des dirigeants de l'AFL-CIO à cette guerre, c'est bien le risque de la conjonction du mouvement de la jeunesse et du mouvement ouvrier qui va précipiter, justement, les manœuvres de l'impérialisme pour sortir de la guerre (la "vietnamisation"). Surtout que s'ajoutait de plus en plus à tous les phénomènes évoqués ici la dégradation très grave du climat dans l'armée, qui était en fait au bord de l'implosion, par la multiplication d'affrontements locaux et de refus d'obéissance opposant la jeunesse sous les drapeaux aux culottes de peau du corps des officiers.

L'année 1971 est marquée, pour le plus puissant État impérialiste du monde, de deux coups graves : l'obligation de décréter la non convertibilité du dollar en or, point dont nous reparlerons, et le refus du blocage des salaires par l'AFL-CIO. Contre l'aile marchante qui veut en découdre à laquelle se vouait de plus en plus le déséquilibré qu'était Nixon, les principaux secteurs du capital estiment alors qu'il vaut mieux limiter les risques et ménager une pose : Nixon sera éliminé par le scandale du Watergate.

Comme on le voit, les mouvements radicaux de l'importante décennies soixante aux États-Unis devaient beaucoup plus qu'ils ne le savaient eux-mêmes au mouvement de la classe ouvrière et c'est bien la menace d'une addition, puis d'une conjonction, entre ce renouveau démocratique et révolutionnaire et le cœur du prolétariat, qui a, indirectement mais sûrement, fait tomber Nixon et contribué à la défaite de l'impérialisme en Indochine.

Mais ceci dit, cette conjonction ne s'est finalement pas produite et la classe ouvrière américaine va bientôt le payer très cher ...

En Chine ?

Les convulsions que connaît la Chine des gardes rouges en 1966-1967, le discours logomachique sur les jeunes "rebelles révolutionnaires" se livrant à des "prises de pouvoir" et "faisant la révolution", ont donné lieu à la croyance selon laquelle la "révolution culturelle" était la dimension chinoise du soulèvement mondial de la jeunesse et même l'une des manifestations les plus radicales de ce mouvement. Le soufflé retombé, et plus d'informations filtrant entre les mensonges et les proclamations délirantes, il est devenu clair pour tout le monde que le tyran Mao avait manipulé la jeunesse et lancé les uns contre les autres des secteurs entiers de la population, en une opération meurtrière qui restera surtout comme l'une des grandes instrumentalisations de l'histoire. Le dégoût que suscite la violence et, bien souvent, la bêtise des commandos de "gardes rouges" contre tout ce qui était censé représenter la "bourgeoisie", la culture et l'autorité -tout, à l'exception de la figure divinisée de Mao-, dégoût légitime, empêche alors de comprendre que les traits de violence rituelle de la "révolution culturelle" ne sont pas véritablement spontanés, mais visaient à canaliser les forces qui s'étaient déchaînées. En fait, sous-information et désinformation en faveur ou en défaveur de la "révolution culturelle" (et jusqu'à cette appellation équivoque de "révolution culturelle") ont avant tout servi à ce que le monde ne comprenne pas qu'en Chine, la révolution anti-bureaucratique a fait irruption en ces années là.

Pour comprendre ce qui s'est réellement passé, il faut d'abord prendre en compte que nous sommes dans la Chine convalescente sortant du soi-disant "Grand Bond". La bureaucratie est le grand vainqueur social du "Grand Bond", mais les campagnes, c'est-à-dire la grande majorité de la population, ne subiront en fait jamais plus d'offensive "collectiviste" et le replis sans phrases est patent dès 1960 : lopins privés et marché libre sont en vérité les vrais poumons de l'agriculture chinoise. A la différence de l'URSS, si la poussée gauchiste-bureaucratique du "Grand Bond" a été pire encore que celle de la collectivisation de 1929-1930, le repli qui s'ensuit est beaucoup plus profond, et il est définitif. L'intérêt général de la bureaucratie serait alors de se "reposer" et de pratiquer une planification industrielle modérée sur la base d'une économie de marché villageoise, ainsi qu'une politique extérieure de "détente" dans toutes les directions.

Deux facteurs vont empêcher cette stabilisation. Le plus important est sans doute l'impossibilité d'une détente extérieure. Loin de tendre la main à la Chine les États-Unis la menacent, et la politique d'alliance avec la bourgeoisie a provoqué la catastrophe indonésienne : la Chine est encerclée. Elle pourrait dans ces conditions avoir la tentation de se rapprocher de Moscou et l'appareil dirigeant est probablement divisé à ce sujet. En attendant, elle développe un discours tiers-mondiste, gauchiste et nationaliste qui la fait passer pour un pays "révolutionnaire" alors que dans la pratique, son aide au Viêt-Nam par exemple est très limitée. Le second problème est que cet appareil dirigeant justement est divisé entre la faction de Mao, sorte de Bonaparte suprême, en voie de perdre le pouvoir réel suite à la catastrophe du "Grand Bond", et les grands dignitaires de l'appareil qui s'opposent à lui depuis au moins 1956, Liu Shaqi et Deng Xiaoping.

Aucun débat "démocratique" ne pouvant trancher les désaccords, la "révolution culturelle" commence comme une opération bureaucratique lancée par Mao contre les partisans éventuels d'une réconciliation avec Moscou (les "révisionnistes" et les "poux de l'espèce de Khrouchtchev") et contre les tenants, qui sont souvent les mêmes, d'une adaptation au retour au marché ("les partisans du capitalisme spontané"). Mais cela sans que Mao n'ait aucune autre politique réelle à proposer, le délire de la construction immédiate du communisme ayant définitivement fait faillite avec le "Grand Bond" : les campagnes seront tenues en dehors de la mêlée. Il s'agit donc au départ de pure lutte pour le pouvoir.

En 1966, Mao fait appel à la jeunesse des universités et des écoles pour qu'elle se "rebelle" contre l'appareil du parti. Son appel est entendu bien au delà de ce que lui-même escomptait et, ce que les commentateurs en général ignorent, négligent ou taisent, le mouvement gagne la jeunesse ouvrière et les ouvriers. A Shanghai, début 1967, les organisations de "rebelles" annoncent qu'elles vont faire élire par les ouvriers et la population une "Commune de Shanghai". Contre ce passage à la démocratie et à la révolution, le pouvoir maoïste impose la généralisation des "prises de pouvoir" en faveur de la "triple alliance" : les "masses", les "cadres" et l'armée. Les organisations de gardes rouges sont scissionnées, tronçonnées et opposées entre elles, ce qui donne son caractère si confus à cette période. Il est donc facile aux commentateurs de gloser sur l'étrangeté apparente d'un affrontement comme celui qui oppose la "Triple organisation de l'acier" et la "Troupe du million de héros" à Wuhan à l'été 1967 -en passant sous silence ou en ne voulant pas voir que le "million de héros" regroupe militaires et bureaucrates reprenant par la force, au canon, les usines et les écoles aux ouvriers et aux jeunes...

Finalement l'appareil est reconstruit, très largement avec le même personnel d'ailleurs, et le parti réinstallé à la tête de l'État. La "révolution culturelle" n'a rien révolutionné du tout et la jeunesse, qui s'est sincèrement révoltée et qui était au bord de se retourner contre le grand timonier, est interdite d'études pour plusieurs années et déportée à la campagne. Il restera aux commentateurs futurs à maudire toute cette période et à amalgamer cette jeunesse au tyran qui l'a trompée, trahie et persécutée, pour essayer de faire oublier, dans la mémoire collective du peuple chinois et du monde, que c'est la revendication de former des "Communes" s'appuyant sur le vote secret des travailleurs qui était sortie comme un astre clair du coeur de cette mêlée obscure.

L'année 1968.

Les deux grands faits de l'année 1968 sont la grève générale française et le Printemps de Prague. A la différence du soulèvement des ouvriers d'Allemagne orientale et de la grève générale d'août en 1953, le lien entre les deux faits est établi consciemment par une grande partie de leurs acteurs et des militants du monde entier. Il y a alors plus que jamais crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme, centrée sur le nœud de leur domination associée et inégale (inégale : c'est l'impérialisme le n° 1) : l'Europe.

Par mai 68 et le Printemps de Prague, la classe ouvrière et la jeunesse refont irruption dans des pays où elles avaient subi un relatif repli depuis quelques années : les régimes staliniens du bloc soviétique et l'Europe occidentale. Il y a par conséquent deux manières, complémentaires mais qui, poussées à l'extrême, deviennent incompatibles et fausses, de jauger ces événements : on peut les considérer comme des coups de tonnerre dans un ciel serein, sorte de divines surprises que rien ne laissait prévoir, ou on peut au contraire insister sur le fait que ces mouvements viennent de loin et étaient préparés par des "processus moléculaires" depuis plusieurs années.

Les deux approches sont vraies l'une et l'autre. Le contenu réel de la représentation de mai 68 et du Printemps de Prague comme une "divine surprise" vient de ce qu'ils modifient la tendance dominante du rapport de force entre les classes, d'un coup : globalement la classe ouvrière reculait, ses positions s'effritaient, et là la tendance s'inverse pour un temps. Cependant la "divine surprise" n'en est vraiment une que pour ceux pour qui seul le tiers-monde pouvait encore pondre des révolutionnaires -espèce assez répandue précisément dans les pays riches.

Mai 68 n'a pas été un soulèvement idéologique, même s'il fut bien entendu très riche en idées et en idéologies. Si tout ce que l'on peut regrouper sous la formule générique de "radicalisation de la jeunesse" avait une forte teneur idéologique, voire fumeuse, mai 68 en France dépasse justement ce stade, en deux temps : le soulèvement de la jeunesse étudiante et lycéenne est une réaction démocratique de masse contre une répression

violente visant à écraser son secteur le plus politisé, et l'entrée de toute la classe ouvrière dans l'action pose la question du pouvoir en montant à l'affrontement central avec l'État bonapartiste de la V^e République.

Durant les années précédentes, celui-ci avait ourdi et concentré ses attaques, contre la Sécurité sociale, contre le droit aux études, la Fonction publique et la laïcité. Certes, ces attaques ne faisaient que commencer et la majorité des travailleurs avait un emploi stable -sauf les immigrés. Mais la bataille sociale pour détruire ou pour garder et étendre les conquêtes sociales de 36 et de 45, ainsi que les éléments démocratiques issus de 1789 et des révolutions du XIX^e siècle, en relation avec la crise structurelle de l'État bourgeois français, est déjà l'enjeu de mai 68. Mai 68 en ce sens est bien la suite d'août 53 et décembre 95 et l'affrontement commencé en mai-juin 2003 sont bien la suite de mai 68.

Cette réalité est occultée par un discours idéologique sur le fait qu'en 68 il y avait "contestation de la société de consommation" alors qu'en 1995 et depuis il y aurait défense d'acquis sociaux faisant partie, version positive, du "modèle social européen" ou de la "civilisation des services publics" (Bourdieu), ou, version péjorative, tendant à se réduire à la défense des privilèges des fonctionnaires. Mais ce n'est qu'une minorité ne représentant pas le contenu de masse du mouvement qui, en mai 68, considérait la "société de consommation" comme le fait d'une (ex-)classe ouvrière corrompue et condamnée. Ces courants ainsi que bon nombres de "réformateurs" ont en effet repris des thèmes à la mode en 68 pour les mettre au service des contre-réformes de la bourgeoisie : idéologie libérale-libertaire, culture "bo-bo", pédagogisme (et "libération sexuelle" réduite à la marchandisation sexuelle, nouvelle étape dans l'aliénation des êtres humains ...).

Mais pour la majorité, la critique de la société de consommation n'était autre que le retour en force de la critique du capitalisme. Le mépris pour l'incitation à la consommation inutile, le gaspillage, la pollution et l'intoxication publicitaire n'ont d'ailleurs pas diminué dans les luttes de 1995 et depuis. Mais au fond, une seule remarque suffit à balayer le discours selon lequel mai 68 n'était pas un mouvement prolétarien : c'est que mai 68 fut avant tout, fut seulement, et fut essentiellement, la plus grande grève générale de l'histoire et que personne ne raconterait, trente ans après, des fadaïses sur les étudiants, la Sorbonne et la société de consommation, s'il n'y avait pas eu cela : la grève générale.

Ce que l'on oublie généralement aussi, c'est que mai 68 fut provoqué par une agression du pouvoir gaulliste. Dans un contexte de calme social apparent, celui-ci choisit l'exclusion de l'université et la répression policière violente ouverte à l'encontre des organisations d'extrême gauche implantées chez les étudiants -anarchistes, trotskystes, maoïstes et situationnistes- et contre leur syndicat en crise, l'UNEF. Ce qui commence avec les arrestations massives, les matraquages et les conseils de discipline de début mai serait allé beaucoup plus loin sans réaction. La mise en place dix ans avant de la V^e République signifiait pour toutes les bourgeoisies d'Europe le retour de l'"ordre" et la contre-offensive, dans le cadre de la CEE et du marché commun qui achève précisément de se mettre en place, conformément au traité de Rome, en 1968. Ce régime agit alors au compte de l'impérialisme et de la bureaucratie en général.

La rupture des jeunesses socialistes allemandes, le SDS, avec le SPD -sous la direction d'un militant réfugié d'Allemagne orientale, Rudi Dutschke- a déjà provoqué une campagne de haine et de meurtres contre ces jeunes révolutionnaires. Instinctivement, la bourgeoisie et sa police sentent qu'il leur faut abattre cette renaissance pour préserver leur bénéfice des dernières années. Le tout sous les encouragements et les cris de haine et de délation du parti stalinien français, qui a très bien compris lui aussi la nature de la menace, par delà tout folklore étudiant ou anarchisant.

La réaction massive et, pour le pouvoir, inattendue, de la jeunesse, ses affrontements avec la police, son acharnement, modifient la situation. Ils obligent les organisations ouvrières à appeler à une journée nationale de protestation, le 13 mai. La grève générale, contre toutes leurs consignes, se réalise dans les 10 jours qui suivent. 10 millions de

grévistes dans un élan spontané d'ensemble, c'est et cela reste un fait sans équivalent dans l'histoire du mouvement ouvrier mondial. Cette vague énorme n'a pas d'expression politique, ni du côté des appareils bureaucratiques qui sont cependant obligés de faire savoir qu'ils sont, dans le cadre d'alliances "progressistes" avec des secteurs bourgeois, candidats au gouvernement, ni du côté de l'extrême gauche organisée. La classe ouvrière s'oppose à ses dirigeants sans rompre avec ses organisations. L'absence de débouché politique immédiat permet à De Gaulle de contre-attaquer en juin et de gagner les législatives. Cependant, moins d'un an après il est battu au référendum sur la régionalisation et doit partir. Mai 68 est donc victorieux politiquement, sans avoir pu abattre pourtant le régime de la V^e République, désormais suspendu en l'air.

Quant au Printemps de Prague, il est né de la crise au sommet dans la bureaucratie. Cette crise renouvelle, dans des termes aggravés les dilemmes de 1956. La répression armée en Hongrie, la tromperie politique avec Gomulka en Pologne, avait battu les mouvements anti-staliniens dans ces deux pays. Le pouvoir de la bureaucratie avait trouvé une forme stable pour quelques décennies avec Brejnev en URSS. Mais cette stabilité reposait sur la renonciation à toute réforme.

Or, au début des années Brejnev, la nécessité de réformes économiques s'était clairement présentée aux dirigeants. La croissance extensive de l'époque stalinienne (ou à la chinoise) avait porté ses fruits, et fait ses dégâts, et n'était plus possible. Le passage à une croissance intensive, recourant à la technologie moderne et faisant appel aux techniciens et au travail qualifié beaucoup plus qu'avant, s'imposait comme une nécessité vitale, pour préserver l'appareil productif, satisfaire les besoins croissant de consommation des masses et faire face à la pression impérialiste. Dans le cadre de la société bureaucratique d'exploitation salariale, ce passage nécessitait une réforme économique, qui au fond a toujours été la même. Au début des années Brejnev, elle a pour nom « projet Liberman-Trapeznikov » puis, remise dans les cartons, elle sera préservée comme projet par l'« école de Novossibirsk » et puis sortie des cartons et appliquée sous le nom de *perestroïka* sous Gorbatchev. Mais dès 1923 Lénine réagissait contre les demandes d'autonomie financière des directeurs d'usines et de branches et le projet de leur permettre de passer des contrats à l'étranger directement. Ces réformes correspondent donc à une vieille aspiration de la bureaucratie, au moins de ses cercles les plus « managériaux ». Consistant surtout dans l'autonomie et la responsabilité des entreprises d'État, il est clair qu'elle conduit à faire du profit le moteur de leur activité et mène donc au capitalisme.

Brejnev avait de fait exclu d'aller dans cette voie en URSS, mais n'en avait pas interdit l'expérimentation dans les pays d'Europe centrale. Ce n'est évidemment pas par esprit de « défense de l'État ouvrier » que ces réformes étaient écartées, mais par peur du vide : leur mise en œuvre aurait eu à la fois pour effet de créer de nombreux espaces de liberté à la discussion et aux conflits sociaux et de susciter une opposition ouvrière à leurs conséquences sur les salaires, les rythmes de travail et l'emploi. C'est ce qui se produisait en Yougoslavie. Ce n'est pas un hasard si c'est en Hongrie, où la répression la plus sanglante avait balayé le terrain, que ces « réformes » ont été dès les années soixante engagées sous contrôle et amplifiées progressivement. Aujourd'hui encore, la défaite ouvrière de 1956 fait sentir ses effets dans la petite Hongrie par ce fait que les investissements capitalistes étrangers y sont, de loin, les plus élevés parmi les pays de l'ancien bloc soviétique -plus élevés y compris que dans la grande Russie !

Mais ailleurs, la situation était bloquée. La bureaucratie ne pouvait ni ne voulait ni avancer vers les réformes de marché, ni reculer vers une planification qui n'avait en réalité jamais existé (on remarquera ici cette ironie de l'histoire : dans le débat cubain, Che Guevara, appuyé par Ernest Mandel, combattait l'option du type Liberman au nom du plan !). La Tchécoslovaquie avait un appareil économique développé, qui exigeait un choix de la part de la bureaucratie. En décembre 1967-janvier 1968 l'État y entre en crise, le conflit sur cette question se doublant d'un début de pression d'en bas exprimée par le

mécontentement étudiant et par l'intelligentsia. Les « réformateurs » l'emportent, malgré Moscou, mais sans que Moscou soit intervenu pour l'éviter. Dès lors les masses s'engouffrent très vite dans la brèche, les réunions, grèves, manifestations, se multiplient autour du thème résumé dans une formule du chef réformateur d'un jour de la bureaucratie, Dubcek -une formule qui en dit terriblement long et bien plus long sans nul doute qu'il ne le voulait ; un *socialisme à visage humain* (c'est donc que ce qui s'appelait jusqu'alors socialisme avait un visage ... inhumain !).

La montée révolutionnaire qui s'annonce en Tchécoslovaquie se déroule parallèlement à la grève générale française et aux manifestations des étudiants polonais et yougoslaves. Le programme de la révolution anti-bureaucratique est formulé précisément en ces années, dès 1965 dans la *Lettre ouverte au parti ouvrier polonais* de Jacek Kuron et Karol Modzelewski, et, sous une forme ramassée et dans un langage modéré et serein, dans le *Manifeste des deux mille mots* de juillet 68 à Prague, texte remarquable (dont le principal rédacteur est Ludwik Vaculik), qui dit à sa façon qu'il faut licencier tous les bureaucrates et mettre à leur place les élus des travailleurs et du peuple, à tous les niveaux, pour préparer le combat inévitable avec Moscou en attendant que la même révolution s'y produise. L'intervention des chars du Pacte de Varsovie, le 20 août, sera décidée et accélérée par la peur que produit cette prise de conscience.

L'histoire officielle, à partir de là, tait le plus important : que cette intervention fut un échec politique et qu'il a fallu, en réutilisant Dubcek et son équipe, consentants et lamentables (l'inverse de la grandeur d'Imre Nagy en 56), plus d'un an pour « normaliser » ; et cet échec a eu pour cause le début d'application du programme du *Manifeste des deux mille mots* : les travailleurs avaient entrepris de reconquérir pour eux le cadre du PC tchécoslovaque et réalisent son congrès clandestin dans l'usine CKD-Visocany au nez des troupes d'occupation, et quelques mois après encore ce sont les syndicats de la métallurgie qui adoptent des résolutions défiant l'occupant et la bureaucratie.

Cependant la défaite s'imposera, faute de perspective et avec une conscience aiguë de l'absence de perspective qui deviendra un facteur supplémentaire, majeur, de défaite et de démoralisation. Symboliquement les funérailles de Jan Palach seront ressenties, après coup, comme l'enterrement de l'espoir dans le « socialisme à visage humain ».

Quant on fait le compte des révolutions commencées en Europe centrale sous et contre la domination russe, il ne faut jamais oublier qu'à côté de l'immense richesse d'expérience, d'émotions, de débats et de mots d'ordre qu'elles apportent, ce sont toutes des défaites, très profondes. La défaite hongroise s'est faite dans le sang ; la défaite tchécoslovaque, dans un mélange de honte et de désespoir lucide qui n'ont pas été moins ravageurs -les bureaucrates ont appelé ça la « normalisation ».

1968 porte l'espoir : l'espoir de briser le cadre géopolitique global contre-révolutionnaire instauré depuis le dénouement de la seconde guerre mondiale. Mais en même temps 1968 montre la grande difficulté à réaliser cet espoir : la grève générale française, sans avoir été défaite, ne débouchant sur rien, a reflué, en raison de la politique des appareils bureaucratiques ; et le Printemps de Prague s'est terminé, après une résistance prolongée, par une vraie défaite, la « normalisation ».

La force de ces deux mouvements de masse, leur conjonction, le lien mondial établi par les soulèvements de la jeunesse, à Mexico, Tokyo, Prague, Londres, San Francisco, Berlin, Belgrade, Madrid ... ont tout de même modifié le rapport de force à l'échelle mondiale, preuve que la victoire était possible et que les perspectives de l'histoire n'ont jamais été fermées pendant la période 1945-1989.

C'est l'impérialisme nord-américain qui va intégrer le plus rapidement les conséquences de cette modification. Dès 1968 il n'est plus question pour lui d'aller vers une invasion armée de la Chine. Les relations entre les classes aux États-Unis et en Europe ne le permettent pas. Il va donc tendre, enfin, la main à la bureaucratie chinoise -qui, toutes fractions confondues, Mao en tête, va s'empresse d'y répondre. Après un bref point, rapide mais

nécessaire, sur l'inflexion économique dans les années qui suivent 1968, nous allons parcourir les principales luttes de classe dans les différentes régions du monde à la suite de l'année 1968.

Mais il nous faut dire un dernier mot, sur un point particulier, concernant cette année là. Dans la mémoire d'une partie des militants, le premier enthousiasme de 1968 est venu d'Indochine : l'offensive du Têt semblait infliger, sur le terrain des chars et des canons, une défaite à l'impérialisme. Il faut dire que, s'il est incontestable que la nouvelle de l'offensive du Têt a galvanisé des militants dans le monde entier, la croyance dans une grande attaque réussie montée par le PC vietnamien est une légende campiste, substituant à la classe ouvrière les chars et les tanks des États soi-disant ouvriers. Si ces chars et ces tanks ont joué un rôle en 1968, c'est frontalement contre la classe ouvrière à Prague. Le but de l'offensive du Têt était d'imposer des négociations aux États-Unis et de démontrer le caractère fantoche du gouvernement du Sud Viêt-Nam par une démonstration de force, qui n'espérait pas rester sur place. Si il y eut bien démonstration de force et d'héroïsme des combattants de l'armée nord-vietnamienne et des Viêt-Congs, ce fut aux prix de l'abandon de toutes les positions momentanément conquises et du massacre de la majeure partie des organisations urbaines du FNL au Sud. L'offensive du Têt n'est pas la cause du réaménagement de la stratégie impérialiste, voulant sortir d'Indochine d'une manière ou d'une autre. La cause, c'est la modification globale du rapport de force entre les classes. Toute mythification de cet épisode, outre qu'elle suppose une incompréhension de cette unité mondiale, consiste dans une réactivation du meurtrier mythe de Stalingrad qui voit dans les chars des soi-disant États ouvriers la voie du succès.

Le retournement économique.

Quelques années après 1968 la « situation économique mondiale », c'est-à-dire la santé du capitalisme évaluée selon ses propres critères, entre en crise. L'entrée en crise est marquée par deux événements, la non convertibilité du dollar (1971) et le choc pétrolier (1973). La non convertibilité du dollar, décidée par le gouvernement Nixon, ou plutôt acceptée par lui car il ne lui était plus possible de faire semblant, ouvre la voie aux fluctuations et à l'instabilité monétaire, mettant fin au « système monétaire international » de Bretton Woods, qui avait fonctionné depuis 1944. C'est-à-dire que le cadre financier international stable et stabilisateur dont s'était doté l'impérialisme après la seconde guerre mondiale saute. Les institutions financières internationales sont maintenues, mais leur rôle se déplace d'un service rendu aux États bourgeois vers le relais direct des milieux financiers et spéculatifs. Le choc pétrolier est déclenché par les régimes arabes ayant nationalisé les pétroles, en manière de protestation contre le soutien des pays occidentaux à Israël ; il déclenche un cycle général de hausse des prix.

Dans les deux cas, l'impérialisme américain sera le bénéficiaire, bien que les deux événements résultent, pour le premier, de ses plus graves difficultés depuis 1929, et pour le second, de conflits avec des bourgeoisies nationales (mais le pétrole, matière première clef entre toutes, est facturé en dollars et les principales firmes pétrolières sont nord-américaines).

Une dépression économique marquée s'ensuit dans le milieu des années 70. Avec deux différences importantes par rapport aux crises précédentes et notamment par rapport à celle des années 1930 : l'inflation monétaire entretient celle des prix et contrecarre toute tendance déflationniste, et au lieu de voir se former des sphères économiques fermées les unes aux autres, le marché mondial subit au contraire une forte pression vers l'ouverture de toutes les barrières, au profit des plus puissants. Dans le cadre de l'instabilité monétaire mondiale, les pays impérialistes d'Europe moins la Grande-Bretagne, forment une zone

monétaire aux fluctuations communes dans laquelle la monnaie la plus importante est le Deutschemark.

Ce retournement durable de la « conjoncture » était contenu, naturellement, dans l' « expansion » des années précédentes. Mais il s'ajoute et se combine à la modification du climat politique et social ouverte en 1968 pour créer une impression, en partie trompeuse, de crise grave du système mondial impérialiste.

Cette impression est en partie trompeuse, car la crise ne produira pas d'effondrement immédiat. Cependant, elle est fondée, car cette crise est extrêmement profonde.

L'on assiste en fait à un retour en force de la baisse tendancielle du taux de profit, qui avait été contrecarrée par les novations techniques de l'après-guerre qui, généralisées, sont maintenant leur principal agent. Comme nous l'avons expliqué, il s'agit de la seconde phase, récessive, d'une « onde longue ». Mais le sentiment qu'il s'agit de plus que cela est assez répandu.

Mentionnons à ce sujet l'historien français Fernand Braudel, qui s'est inquiété de la conjonction, en 1973, de plusieurs cycles économiques longs et moyens dans le sens du ralentissement, au point de faire un rapprochement avec la crise de la fin du Moyen Age, ajoutant tout de même que de nos jours les grandes pandémies sont improbables (il écrivait en 1984 peu avant de disparaître et n'avait pas eu le temps de prendre la mesure de phénomènes comme le SIDA) (Fernand Braudel, conclusion à *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*). Ou l'historien anglais Éric Hobsbawm, qui dans le plan de son livre sur *L'Age des extrêmes* fait commencer la grande décomposition de la civilisation, qu'il appelle la *débâcle* et qui, à ses yeux, sera terriblement accélérée par l'effondrement des régimes soi-disant socialistes, à la date de 1973, 1968 ayant au contraire marqué l'apogée des espoirs de l' *Age d'or* (ainsi nomme-t-il l'époque désignée ici comme celle de l'ordre géopolitique contre-révolutionnaire global) ...

Toute la portée de l'inflexion des années 70 n'apparaîtra que plus tard. Dans l'immédiat, elle prend à la gorge les bourgeoisies et aussi les bureaucraties qui, à des degrés divers, élevés en Europe centrale, ont ouvert leurs économies aux mouvements du marché et des capitaux mondiaux. La nécessité de contre-réformes, celles-là qu'avait anticipé le régime gaulliste en France, dans l'ensemble des pays impérialistes, et la spirale de l'endettement dans les pays dominés et certains pays bureaucratiques (Pologne, Roumanie, Yougoslavie), engage donc une accentuation de la lutte des classes. Or, cet affrontement sera dans l'ensemble gagné par la bourgeoisie (sans que sa crise ne soit résolue pour autant). Donc, la vague ouverte par 68 sera refoulée au terme d'un cycle assez long de combats, qu'il nous faut à présent parcourir.

Bolivie, Chili, Argentine, Pérou.

Les années qui suivent 68 voient une montée révolutionnaire importante dans le Sud de l'Amérique latine. Contrairement à toutes les prédictions foquistes, cette montée repose sur la classe ouvrière urbaine ou minière. Bien que beaucoup d'organisations guérilléristes interviennent, souvent de façon très calamiteuse, dans ces processus, ils ne se situent pas du tout dans la ligne qu'elles avaient imaginée. Nous avons remarqué que la révolution avait jusqu'alors frappé à la porte de petits pays latino-américains. Cette fois-ci l'Argentine, l'un des grands pays du continent -et le plus proche de l'Europe par ses conditions sociales et culturelles générales- est concernée. D'ailleurs, le mouvement étudiant au Mexique ou certaines grèves au Brésil indiquent que la poussée concerne bien tout le continent.

La Bolivie souffrait sous la dictature militaire de Barrientos depuis 1964. Un accident d'hélicoptère louche, puis un coup d'État, remplacent ce régime par un régime militaire « progressiste » qui nationalise la compagnie *Gulf Oil*. Cette crise au sommet est probablement due, directement, au changement dans le rapport de force mondial entre les classes consécutif à 68 : le régime Barrientos, surtout depuis l'assassinat du Che, devenait

de plus en plus un régime fantoche des États-Unis, menacé d'instabilité. Certains secteurs de la bourgeoisie et de l'armée ne souhaitaient pas une évolution à la manière du Sud Vietnam. Seulement, ils ont en voulant la conjurer, comme cela arrive souvent, ouvert la brèche à la révolution.

Les mineurs et l'ensemble de la classe ouvrière reconstituent leurs organisations en une série de congrès syndicaux, la COB se reforme, puis c'est en octobre 1970 la grève générale qui fait renoncer les généraux à un premier contre coup d'État militaire, et courant 1971 se forme, à côté du nouveau gouvernement militaire de gauche de Torres, l'Assemblée populaire, sorte de parlement des organisations syndicales, politiques et autres de la classe ouvrière, né du Commandement militaire ouvrier créé lors du coup d'État d'octobre. L'Assemblée populaire bolivienne est aussitôt regardée, dans toute l'Amérique latine, avec une passion spontanée que l'on n'avait jusqu'alors connue qu'au moment de la révolution cubaine. C'est bel et bien le « premier soviet d'Amérique latine » : en l'occurrence, une structure mise en place comme un cartel d'organisations -à la façon des Alliances ouvrières en Espagne dans les années trente-, appelée à se développer dans tout le pays en assemblées locales et comités locaux.

Tout ce développement n'aurait pas eu lieu sans l'intervention d'un parti, le POR trotskyste, pratiquement la seule formation de gauche en Amérique latine (y compris parmi celles se réclamant du trotskysme) à être restée imperméable au charme des guérilléros et du Che, solidement ancrée dans le prolétariat minier -quelques dizaines de cadres pour quelques dizaines de milliers de mineurs, dans un pays de quelques millions d'habitants. C'est lui qui a proposé, et imposé (notamment au PC bolivien) la reconstitution des syndicats puis l'Assemblée populaire.

En août 1971 un coup d'État militaire appuyé par la Phalange socialiste bolivienne, organisation fascisante implantée dans la région de Santa Cruz de la Sierra, renverse le gouvernement militaire progressiste de Torres. La seule résistance sérieuse à laquelle il fut confronté, venait des milices ouvrières dirigées par l'Assemblée populaire. Mais cette résistance fut défaite et la dictature du colonel Banzer s'est mise en place.

Le POR a été l'un des partis les plus attaqués dans l'histoire. Impérialistes, bourgeois et démocrates-chrétiens ont vu en lui la résurgence du bolchevisme sur l'Altiplano. Staliniens, castro-guévaristes et trotskystes du SU (Secrétariat Unifié) l'ont dénoncé pour avoir « oublié » la lutte armée et combattu la guérilla, certains allant parfois jusqu'à accuser les mineurs boliviens en bloc d'avoir laissé tomber le Che ... D'autres courants trotskystes ont critiqué ou dénoncé le « menchevisme » et le « poumisme » du POR, qui n'a pas lancé le mot d'ordre « Tout le pouvoir à l'Assemblée populaire » et « A bas le gouvernement Torres ». Selon le POR, ce mot d'ordre était prématuré mais le développement de la situation y conduisait, et c'est justement pour l'éviter que le coup d'État de Banzer, préventif, s'est produit. Cette argumentation présente un inconvénient : elle est assez désespérante, car si un coup d'État préventif vient tout faucher avant qu'on en arrive à appeler concrètement à la prise du pouvoir, ce n'est pas la peine d'essayer ! Mais en même temps, il est frappant de constater que tous les commentateurs et analystes sur le moment ne pensent pas que le régime Banzer soit viable. Le POR prétend avoir assuré un repli en bon ordre pour préparer le prochain affrontement qui sera, lui, décisif, et qui ouvrirait effectivement la voie à un État ouvrier sur l'Altiplano.

Or, cet affrontement là n'aura jamais lieu. Le POR, mais aussi à peu près tout le monde, ont-ils surestimé la situation ? En fait, le destin de la Bolivie, petit pays isolé, sera conditionné par les événements dans les autres pays de la région. Sans la défaite chilienne, ce nouvel affrontement annoncé par le POR aurait sans doute eu lieu.

Le Chili est aussi un petit pays, mais toutefois plus important et plus ouvert que la Bolivie. Surtout, c'est un pays clef dans l'histoire du mouvement ouvrier et du marxisme en Amérique latine, et c'était celui dont la classe ouvrière était organisée de la manière la plus ressemblante aux formes européennes. Dès la fin des années soixante, on y assiste à une

montée impressionnante de grèves ouvrières, occupations de terres et revendications des paysans indiens mapuches, manifestations de la jeunesse et des étudiants. Un front populaire, l' « Unité populaire », arrive au pouvoir par victoire électorale fin 1970.

C'est, en effet, un front populaire au sens exact réel que cette expression avait dans les années trente : une coalition des partis ouvriers avec des secteurs clefs de la bourgeoisie, d'origine radicale ou démocrate-chrétienne, pour calmer la montée populaire réelle. Tout en annonçant que son objectif était le socialisme et en réalisant sous la pression populaire des réformes importantes (nationalisations de fait sous contrôle ouvrier), l'Unité populaire et son gouvernement se sont efforcés sans interruption de protéger l'appareil d'État. Ils ont, à cet égard, assumé leur fonction jusqu'à la nausée, reproduisant de manière chimiquement pure les actes des gouvernements de fronts populaires espagnol et français de 1936, avec le même résultat : la victoire sanglante de la réaction.

Dans le cas chilien, il s'agit (sous la supervision étroite de la CIA) de l'armée du général Pinochet, nommé ministre de l'Intérieur et commandant en chef par le président Allende quinze jours avant le coup d'État de septembre 1973. Le terme de « fasciste », qu'il faut manier prudemment, est cependant tentant ici. En effet, à la brutalité de la répression (institutionnalisation de la torture), s'ajoute la mobilisation directe de la bourgeoisie et de couches petites-bourgeoises et lumpen désorientées. Précisément, c'était en réaction à la mise en mouvement téléguidée de ces forces sociales que la classe ouvrière chilienne, depuis l'automne 1972, s'était massivement organisée dans toute une série de structures de type soviétique : comités, groupes de contrôle des prix, de mères et de ménagères, cordons industriels dans les usines, comités de grève, commandos communaux qui cherchaient à s'armer. Le coup d'État, préparé au grand jour comme celui des généraux espagnols en 36, a eu lieu alors que la classe ouvrière, fatiguée par l'Unité populaire, avait commencé un reflux relatif, n'étant pas parvenue à centraliser ses comités, et après l'écrasement des soldats et marins qui auraient pu se joindre à elle. Aussi, à la différence de l'Espagne en 36, fut-il totalement victorieux.

Autant la révolution bolivienne est restée connue des seuls initiés, autant le Chili a fixé l'attention du monde entier. La défaite chilienne, plus grand flot de sang socialiste et ouvrier avec la Hongrie en 56 et l'Indonésie en 65, sur toute la période 45-89, a eu un retentissement énorme, très supérieur au poids propre du Chili. Elle est d'ailleurs le point de départ, dans les aspects fascisants du régime Pinochet (rôle d'une petite bourgeoisie avide, abêtie et corrompue, qui n'est pas dans la situation sociale des petits-bourgeois allemands désespérés du début des années trente, mais qui veut que les grèves s'arrêtent et pouvoir « travailler en paix »), d'une expansion « néo-libérale » du pays, qui allait faire école. Elle scelle, par ricochet, la défaite bolivienne et compromet tout développement révolutionnaire en Amérique latine. Pour les peuples du continent, elle a une portée désespérante, inverse de qu'avait été l'enthousiasme pour Cuba en 1960 -d'autant plus que Cuba désormais ne brille plus guère. Cuba, qui a apporté tout son soutien à l'orientation de l'Unité populaire, ainsi qu'au « réformisme militaire » de Velasco Alvarado au Pérou : même le révolutionnarisme guérilléristes s'éloigne.

Un dernier aspect doit être souligné. Si la défaite chilienne a eu un énorme écho, ses leçons n'ont généralement pas été tirées -c'est d'ailleurs une loi générale que les leçons des défaites sont difficilement tirées à une échelle de masse. Bien sûr certains font tout pour que les leçons ne soient pas tirées : en Italie le dirigeant du PCI, Berlinguer, explique suite au Chili que si la détente Moscou-Washington a fait sous-estimer la capacité de réaction de l'impérialisme, alors la leçon à en tirer est de « rassembler » toujours plus à droite, vers les « *forces populaires d'inspiration chrétienne* » : ce sera le « compromis historique ».

L'Unité populaire chilienne avait une particularité, à savoir le PS chilien, parti issu partiellement de l'opposition communiste anti-stalinienne des années trente, parti susceptible d'évoluer vers la gauche. L'aile marchante de l'Unité populaire, celle qui voulait faire rentrer tout l'état-major au gouvernement et élargir le front à tous les démocrates-chrétiens, c'était le PC. Il n'est pas certain qu'Allende, sans les staliniens, aurait « réussi » ni

même qu'il n'aurait pas tourné politiquement. Staliniens et démocrates-chrétiens ne voulaient pas de lui comme candidat en 1970 et c'est la pression des masses qui l'a imposé. Mais ensuite, cette dimension lui a aussi servi à faire illusion -renforcée par le fait que sa garde du corps soit assurée par les militants d'extrême gauche du MIR partisans de l' « Unité populaire armée ». Bref, de tous les grands fronts populaires classiques -et il n'y en a pas eu tant que cela-, le Chili nous donne le cas le plus prononcé d'un « Front populaire de combat », dont le dérapage était appréhendé tant par l'impérialisme que par le stalinisme, mais qui a finalement joué son rôle : et Salvador Allende est mort avec sa classe, les armes à la main (on peut le dire même s'il s'est suicidé en se sachant pris), le dernier des dirigeants socialistes à avoir, honnêtement, existé politiquement à la gauche du stalinisme (comme avant lui Largo Caballero dans les années trente, et juste après guerre Mollet en France, Nenni en Italie).

L'Argentine est, elle, l'un des grands pays du continent avec une classe ouvrière nombreuse. Depuis 1945 celle-ci est dominée politiquement et syndicalement par le péronisme, nationalisme bourgeois qui l'a gagnée en raison du soutien apporté à l'impérialisme yankee par les staliniens, les social-démocrates et même certains anarcho-syndicalistes. Cette influence s'est perpétuée car elle a correspondu aux acquis sociaux de l'après-guerre, et qu'un régime militaire a ensuite supplanté le péronisme.

C'est ce régime qui entre en crise, lui aussi, en 1969. Or, ce qui attise cette crise est cette fois-ci la mobilisation indépendante de la classe ouvrière, centrée sur la région de Cordoba. Autour des syndicats maisons des entreprises Sitrac et Sitram, des branches locales de la CGT péroniste, de secteurs du PC, renforcé par des composantes chrétiennes, maoïstes ou trotskystes, le tout sur la base de la mobilisation des travailleurs (pas moins de 19 grèves générales régionales en deux ans), se forme un courant « classiste » qui affirme la recherche de l'organisation ouvrière indépendante et ouvre par là même la brèche de la crise politique.

Cependant, la montée des mobilisations va aller de pair avec le ralliement, contre le «classisme », de la majorité de la classe à une fausse perspective politique -celle du retour de Peron. Cette adhésion n'est pas un réflexe naturel : la construction d'une version « gauche » du péronisme avec ses propres organisations -Jeunesse péronistes, Montoneros- et le soutien au péronisme des staliniens, des castristes et du PRT-ERP (section argentine du SU de 1969 à 1973, adepte de la construction d'un *focos* au Nord de l'Argentine, puis de la guérilla urbaine ...) y ont joué un rôle déterminant.

1973, année du coup d'État chilien, est en Argentine l'année du retour de Peron. L'ouverture d'affrontements, y compris armés, entre « gauche » et « droite » péronistes, cette dernière fascisante, ayant naturellement l'accord du vieux renard, marque cette période qui, bien qu'elle voit une remontée des grèves, place la classe ouvrière dans une situation politique bloquée. Elle débouche, à travers le régime décomposé d'Isabel Peron, sur le coup d'État de 1976 qui sera suivi d'une terreur de masse, à la chilienne, qui contribue ici comme au Chili à une modification durable des relations sociales et économiques (bien que la défaite soit moins profonde, n'ayant pas été imposée à une révolution ascendante et les structures syndicales de base, intégrées à la CGT péroniste, ayant subsisté).

1973 voit encore un coup d'État militaire réussir en Uruguay. L'ensemble du cône Sud de l'Amérique latine voit donc se succéder les défaites de la révolution. Il faut insister sur la profondeur de ces poussées : toutes voient apparaître ce que les marxistes appellent des « organes de double pouvoir » ou des « formes soviétiques d'organisation », et en enrichissent les formes. En outre, un spectre est présent à l'arrière-plan de toutes, le spectre du trotskysme : sans « s'emparer des masses » nulle part, son influence est certaine, pas seulement en Bolivie. Même à Cuba, la présence de « thèmes trotskystes », venant vraisemblablement de militants qui, dans les années trente, étaient entrés dans les organisations nationalistes, fut un facteur certain des événements en 1959-1960. Par contre,

en matière de formes soviétiques d'organisation, Cuba est largement dépassé par la Bolivie et le Chili du début des années 1970.

Tout cela est valable également pour le Pérou, qui connaît, par rapport aux pays précédents, une poussée révolutionnaire décalée -à contretemps, donc- dans la seconde partie de la décennie. Le régime « militaire progressiste », nationaliste bourgeois, de Velasco Alvarado, est renversé par un putsch en 1975. Mais la population va résister au nouveau régime tout en étant libérée des œillères du régime précédent. Des élections ont lieu en 1978 à une assemblée faussement nommée « Constituante ». Une coalition des organisations trotskystes, le FOCEP (Front Ouvrier Paysan et Étudiant du Pérou) obtient près de 15% des voix.

Cet épisode est cependant le point culminant de la poussée révolutionnaire péruvienne. Tout s'embrouille en 1978-1980, et il n'est pas très facile de démêler les faits. On peut les regrouper ainsi :

1°) La « transition » du régime militaire à une pseudo-démocratie présidentielle s'opère finalement, parmi les grèves et mouvements sociaux à répétition qui s'épuisent. Les élections de 1980 ramènent en apparence un régime constitutionnel demeuré formellement en place depuis.

2°) Les trotskystes se divisent. Le point culminant de leur action commune aura été le dépôt d'une « motion rouge » à l'assemblée péruvienne, sorte de charte de revendications transitoires (nationalisations sans rachats, la terre aux paysans, etc.), mais dès ce moment là certains courants jugent la démarche -soumettre au vote d'une assemblée à majorité bourgeoise une telle motion- opportuniste. Le POMR (Parti Ouvrier Marxiste Révolutionnaire alors lié au POR bolivien et à l'OCI française, lesquels sont à la veille de la rupture) impulse une Assemblée populaire sur le modèle de la Bolivie en 1971, mais moins représentative. Plusieurs autres composantes du FOCEP intègrent un front plus large, l'ARI, que d'autres caractérisent comme un « Front populaire ». La percée de 1978 s'avérera un feu de paille et le POMR se décomposera, dans les années 80, sous le coup d'« affaires » provoquées par la direction de l'OCI française, se substituant à la discussion politique.

Une chose est frappante : ce que le trotskysme péruvien a fait de mieux, c'était ses initiatives « locales » autonomes : direction de l'insurrection paysanne et de la guérilla de masse de la vallée de Tacna, très différente de la guérilla version Che, par Hugo Blanco en 1962 ; union dans le FOCEP en 1978.

3°) Il se forme ainsi un vide, après l'échec du nationalisme bourgeois, le discrédit du stalinisme « classique » qui l'a soutenu, l'avortement de la poussée trotskyste. En 1980 apparaît une force politique nouvelle, littéralement extra-terrestre par rapport au mouvement ouvrier et révolutionnaire tel qu'il existait : le PCP Sentier Lumineux, fort appareil stalinien (il draine la majorité de l'appareil de l'ancien PC) s'étant trouvé une base dans certains communautés indiennes de la région d'Ayacucho, déclenche la « guerre du peuple ». La terrible décennie 80 commence ...

Chine et Indochine.

Il est difficile d'affirmer que l'Est asiatique connaisse lui aussi une montée des luttes ouvrières et paysannes dans les années qui suivent 68. La Chine est dominée par la « convalescence » qui suit la révolution culturelle, fermentation après défaite et désarroi : aucune rentrée universitaire de 1965 à 1977 ... Le Japon en est, nous l'avons vu, au reflux et à la division du gauchisme. Les peuples d'Indochine sont totalement pris et engagés dans la guerre -et l'une des conséquences, pas la moindre, du Têt, aura été la destruction d'une grande partie des possibilités d'action autonome des travailleurs et de la population dans les zones urbaines du Sud Vietnam.

Mais la modification mondiale du rapport de force entre les classes détermine une modification de la politique de l'impérialisme nord-américain : accentuation de la

collaboration et accords SALT sur les armements avec le Kremlin, réconciliation spectaculaire avec la Chine (rencontre Nixon-Mao, février 1971) et mise en concurrence, sur le plan de la coopération contre-révolutionnaire, de Moscou et de Pékin entre lesquels la tension, menace nucléaire russe comprise, culmine en 1969, et « vietnamisation ».

La « vietnamisation » consistait officiellement dans un retrait progressif des forces armées impérialistes d'Indochine, lesquelles risquaient de devenir inutilisables. Mais son corollaire était une accentuation de l'intervention, notamment par des bombardements criminels, dans tous les pays indochinois, donc au Laos et au Cambodge.

La bureaucratie de Hanoï recherchait un accord comportant le retrait des troupes américaines et rendant possible la réunification du Vietnam sous sa direction. La question nationale vietnamienne rendait en effet impossible à terme son existence dans la seule partie nord du pays, et sa lutte contre les Français puis contre les Américains lui donnait une légitimité nationale. C'est cette question nationale qui pouvait la pousser, et qui l'a effectivement poussée, à aller « plus loin » dans certains cas par rapport aux vœux des bureaucraties de Moscou ou de Pékin, et nullement une tendance révolutionnaire socialiste qu'elle aurait véhiculée avec elle. Elle envisageait d'ailleurs une réunification qui préserve les intérêts de la bourgeoisie nationale au Sud -vœu pieux à dire vrai car cette classe était totalement compradore et corrompue envers les États-Unis- et, conformément aux tendances historiques des États vietnamiens du passé, s'orientait vers une domination et une oppression nationale du reste de l'Indochine.

Les bombardements américains, poursuivis jusqu'en janvier 1973, imposèrent les accords de Paris, qui préservaient le statu quo. En même temps l'intervention américaine au Laos et au Cambodge y avait détruit les régimes locaux, petits bonapartismes sous la conduite de princes et de rois bouddhistes à l'orientation « neutraliste ». Dans les deux années qui suivent, le régime sud-vietnamien implose. Les tentatives bourgeoises de renverser le dictateur Thieu lui donnent le coup de grâce et les forces nord-vietnamiennes réunifient le pays (avril 1975). Deux semaines auparavant, le PC cambodgien, appareil formé dans le moule du PC vietnamien mais passé à l'allégeance chinoise par opposition nationale, connu sous le nom de mouvement *Khmer rouge*, s'est emparé de la capitale cambodgienne sans rencontrer de résistance. Courant mai le Pathet Lao, « PC » cambodgien resté totalement, lui, sous contrôle vietnamien, et dirigé par un secteur de la famille royale bouddhiste, rompt l'union nationale avec les nationalistes mise en place en 1973 et s'empare de tout le pouvoir.

L'unification du Vietnam indépendant est une victoire importante contre l'impérialisme, une victoire du peuple vietnamien, une victoire, en dernière analyse, de la révolution mondiale. Mais elle va prendre une forme bureaucratique qui, même au plan de l'unification nationale, maintient des traces de la division du pays. Contre les formes d'auto-organisation de la population, contre l'appareil du FNL sud-vietnamien lui-même dans une certaine mesure, et contre les quelques forces bourgeoises ou bouddhistes disposées à collaborer avec l'appareil nord-vietnamien, celui-ci va finalement éliminer toute force indépendante de lui. L'unité totale de l'État va de pair avec une campagne de collectivisation forcée du Sud (1977). Cette répétition de la collectivisation russe, des collectivisations en Europe centrale, du « Grand Bond » chinois, de la collectivisation qui avait produit la crise de 1956 au Nord Vietnam, assure la mise en place, sur tout le Vietnam, d'un État bureaucratique d'exploitation, État bourgeois sans bourgeoisie. De plus, elle revêt un tour xénophobe, avec l'expulsion ou la fuite massive des « boat people » chinois ... Ainsi, trente ans plus tard, les hommes d'affaires capitalistes et mafieux du Sud Vietnam seront les commissaires, policiers ou administrateurs d'origine nordique, ou leurs fils ...

Il est par contre douteux qu'au Laos, se soit jamais réellement mis en place de façon achevée un tel système. Une bureaucratie contrôlée par Hanoï s'identifie à un État de plus en plus prédateur et corrompu qui n'a jamais opéré de « collectivisation » profonde et qui

sert, depuis plus de deux décennies, de relais dans les trafics et le commerce entre toute l'Indochine et la Thaïlande capitaliste.

Au Cambodge va se produire l'un des grands crimes stalinien de l'histoire, facteur décisif de la contre-révolution en Asie et dans le monde, et magnifique arme de propagande pour l'impérialisme -qui très vite si ce n'est tout de suite a pourtant été le complice actif des Khmers rouges, qu'il s'agisse des États-Unis ou de la France. L'appareil Khmer rouge, allié à une partie de la hiérarchie bouddhiste (Sihanouk), a tout simplement entrepris, et réalisé, la liquidation physique de la classe ouvrière et de l'intelligentsia, tuant environ 2 millions de personnes dans un pays de moins de 6 millions d'habitants. Si le rôle contre-révolutionnaire de ce forfait est clair, ses mobiles et ses causes immédiates sont plus obscurs.

Le motif idéologique était de réaliser, immédiatement et sans transition, le communisme intégral à la campagne. Le génocide Khmer est donc une version amplifiée du Grand Bond maoïste. C'est, sur ce plan, l'aboutissement ultime de l'ultra-gauchisme bureaucratique du stalino-maoïsme. Mao rentrant à Shanghai en 1949 ou même Castro rentrant à La Havane en 1959 avaient certes empêché l'organisation indépendante des travailleurs par rapport à eux, mais ils n'avaient pas entrepris de déporter la population des villes dans des camps de travail forcé à la campagne (et une telle idée ne pouvait venir à Castro en 1959). L'appareil Khmer rouge est un mélange, au sommet, de bureaucrates militaristes en grande partie issus, surtout dans leurs sommets, de la vieille aristocratie bouddhiste (Pol Pot était lui-même apparenté à la famille royale). A la base, cet appareil est composé de jeunes garçons issus des couches les plus pauvres et les plus marginalisées de la paysannerie. Pas plus qu'au Laos ce n'est une formation ayant un rapport direct ou indirect avec la classe ouvrière.

La dynamique génocidaire de son action découle de sa décision de construire immédiatement un État bureaucratique d'exploitation de la paysannerie, et cette décision, inspirée et appuyée par Pékin où la réunification du Vietnam est considérée comme une menace, peut s'expliquer par la volonté d'interdire tout lien de dépendance envers le Vietnam. Le nationalisme, de type ethnique et raciste, occupe une place notable dans l'idéologie de ce régime et c'est ce point qui permet, par analogie, d'employer le terme de « génocide » du peuple Khmer pour désigner ce massacre, commis pourtant par des Khmers.

Les conditions concrètes restent à étudier. A l'échelle de l'histoire du XX^e siècle, la signification de cette dernière prise du pouvoir par un parti stalinien et dont la première et dernière réalisation a consisté à massacrer les ouvriers, les intellectuels et une grande partie de la paysannerie, ne saurait être esquivée ou minimisée.

L'onde de choc révolutionnaire de la victoire de Saïgon en 1975 est en somme annulée, neutralisée, par l'effroyable onde de choc contre-révolutionnaire du génocide cambodgien, dont la portée est mondiale. C'est, par le stalinisme, un énorme service rendu à la vague néo-libérale qui s'amorce.

En Chine, on observe une remontée des grèves à partir de 1974-1975, qui culmine en 1976. En même temps, les anciens gardes rouges ayant tiré en partie les leçons des années 66-68 deviennent des partisans de la démocratie, des droits de l'homme, des garanties juridiques, et des adversaires du « maoïsme » qui les a trompés. 1976, année qui commence en Chine par la mort du vieux chef de l'appareil d'État, Zhou Enlai, et qui se termine par celle de Mao, voit les grèves et les manifestations démocratiques déguisées en hommages à Zhou Enlai se multiplier. Un mois après la mort de Mao, un véritable coup d'État liquide la faction des bureaucrates maoïstes, la « bande des quatre ». L'essentiel du pouvoir est concentré, durant les années suivantes, par Deng Xiaoping, survivant de la révolution culturelle, qui s'est appuyé sur le mouvement démocratique du « printemps de Pékin » (1978) qu'il réprime ensuite.

C'est ainsi qu'à partir de 1978 la politique intérieure de la bureaucratie stalino-maoïste est totalement conforme à la politique extérieure qu'avait engagée Mao en 1971 : restauration progressive de relations fondées sur la propriété privée des moyens de

production et le marché, transformation des bureaucrates en affairistes ou en prébendiers, formation des « Zones économiques spéciales » sur la côte, ouvertes au capitaux étrangers, japonais et américains, retour progressif de la diaspora commerçante ...

Cette politique ne prend pas le contre-pied du maoïsme, elle en est la suite logique. Le maoïsme ne pouvait que déboucher, à terme, sur une telle évolution.

En un raccourci sanglant, le Cambodge fait cette même démonstration. La transformation d'un pays entier en une seule « commune populaire », en fait en un camp de travail forcé, débouche sur le génocide et la désorganisation la plus totale et ne peut absolument pas ériger un État stable. En 1978 le Vietnam intervient militairement. Intervention facile dans un champ de ruines, qui aurait été dans tout autre contexte repoussée massivement par le peuple cambodgien. Khmers rouges et royalistes forment deux poches de résistance, armées par l'impérialisme, à l'Ouest. Le reste du pays devient un État sous contrôle vietnamien dans des conditions économiques et sociales analogues à celles du Laos, c'est-à-dire sans tentative d'édifier une société bureaucratique d'exploitation : le Vietnam se contente du contrôle politico-militaire et les rapports sociaux sont ceux d'un capitalisme dominé.

Mais en 1979 la Chine, atteinte par la chute de ses agents cambodgiens, par l'adhésion du Vietnam au Pacte de Varsovie et par les pogroms anti-chinois du régime vietnamien, intervient militairement au Nord. Ces « guerres entre États ouvriers », comme l'ont dit ceux qui prenaient pour tels tous ces régimes (souvent le Laos et le Cambodge aussi bien que le Vietnam), après le génocide khmer et alors que la Chine, qui passait il y a peu pour le parangon de la révolution, devient l'allié le plus féroce des États-Unis et l'ami de Pinochet, achèvent d'inonder de sang la victoire finale des peuples indochinois, la vidant ainsi de son contenu.

Sous-continent indien.

L'énorme zone indienne connaît, dans les années autour de 1968, une poussée générale, grèves ouvrières, mouvements paysans et d'ouvriers agricoles, soulèvements nationaux, manifestations étudiantes. Cette poussée -loin d'être homogène- recouvre d'abord, en Inde, les années qui suivent les échecs dans les guerres avec le Pakistan, soutenu par la Chine, de 1962 et de 1965, au début de la présidence d'Indira Gandhi.

Celle-ci développe une sorte de bonapartisme pour y répondre : scission « par la gauche » du Parti du Congrès, combinaison de mesures démagogiques et répressives. Les deux PC indiens s'installent solidement au pouvoir, dans le cadre de « fronts populaires » locaux, au Kerala et au Bengale, et les maoïstes « naxalites » tentent de déclencher une « guerre populaire » paysanne au Bengale occidental.

Mais c'est au Pakistan que l'on peut vraiment parler d'un début de poussée révolutionnaire, menaçant les fondements de l'État. C'est que ceux-ci sont ici très fragiles et totalement artificiels, le Pakistan étant une création impérialiste sans légitimité nationale aucune. Des grèves insurrectionnelles balayent le Pakistan occidental ou apparaît un nouveau parti nationaliste, dirigé par les grands propriétaires fonciers sindhs, opposés aux officiers et seigneurs pendjabis au pouvoir, et structuré par les staliniens, le PPP (Parti Populaire Pakistanais). Dans la partie orientale, opprimée par le Pakistan occidental, un mouvement nationaliste de masse, à direction bourgeoise, demandant l'autonomie se développe également.

En 1970 le PPP d'Ali Bhutto et, au Pakistan oriental (Bengale), la Ligue Awami de Mujibur Rahman gagnent les élections. L'armée pakistanaise, avec son corps d'officiers pendjabis, massacre des centaines de milliers de Bengalais au printemps 1971. Mais la domination de cet État pakistanais par une oligarchie foncière et militaire corrompue, essentiellement pendjabie, était devenue une impossibilité. L'Inde, une fois que les masses

bengalis ont été écrasées, intervient et impose l'indépendance d'un Bangladesh faible, surpeuplé, tronqué.

Après cette guerre, le régime d'Indira Gandhi tourne, pendant quelques années, à la dictature. Même si cette phase se solde par la première débâcle électorale du Congrès, l'exercice du pouvoir par l'autre grand parti bourgeois (intégrant des composantes d'origine ouvrière et paysanne via les « socialistes du Congrès »), le Janata Dal, ramène une majorité du Congrès et Indira Gandhi au pouvoir en 1980, dans un désenchantement total.

Au Pakistan, l'ébranlement de l'État par la sécession bengalie se prolonge dans l'insurrection du Baloutchistan. Un régime militaire est rétabli. L'Inde fait exploser sa première bombe nucléaire en 1974 et le Pakistan entreprend de s'en doter.

A Sri Lanka devenue Ceylan, un soulèvement d'orientation guérillériste, conduit par le JVP de Rohane Wijevira, est réprimé par le gouvernement de coalition des nationalistes « progressistes », du PC et du LSSP (par la suite, le JVP se lancera dans la guerre ethnique contre les tamouls, reproduisant en pire un aspect important de la dégénérescence du LSSP avant lui).

La signification profonde de tous ces événements, c'est que la neutralisation des potentialités révolutionnaires du monde indien, mise en cause, a été rétablie. L'indépendance du Bangladesh en particulier, ouvrait deux autres questions : celle de la liquidation de l'État artificiel du Pakistan et celle de la reprise de la construction nationale indienne, englobant un Bengale réunifié. Pour les gardiens de l'ordre établi, c'est là ouvrir la boîte de Pandore, mais en fait, ce sont là des questions démocratiques centrales, et la vraie boîte de Pandore est celle de la poudrière aggravée que devient le sous-continent indien suite à toutes ces répressions et à tous ces confinements.

Proche-Orient.

Un fait important se produit dans ce secteur dans les années autour de 68 : l'affirmation d'une lutte autonome, menaçante à la fois pour Israël et pour les régimes arabes, celle du peuple, de la nation, palestinienne arabe.

Selon les dirigeants israéliens, le peuple palestinien n'existe pas (ce sont des bédouins et des terroristes) et selon les dirigeants panarabes ou islamistes, son existence est pour le moins gênante. Les identités nationales naissent précisément dans la lutte contre l'oppression : la nation palestinienne ne préexistait pas à l'occupation sioniste, mais elle a pris corps dans la lutte contre elle, comme cela s'est produit dans bien des combats anticoloniaux.

Cette affirmation découle bien entendu de toute la situation faite aux Palestiniens, mais sa cause immédiate, qui les a « radicalisés » et a contribué à les unifier, a été l'occupation des « territoires » suite à la guerre des 6 jours de 1967.

Celle-ci a d'autre part provoqué une grande inquiétude parmi les bourgeoisies et les régimes arabes. Le nationalisme arabe, qui a déjà bien des crimes et des capitulations devant l'impérialisme à son actif, va connaître son champ du cygne dans ces années. La direction nationaliste palestinienne, bourgeoise elle aussi en fin de compte, qui prend le contrôle de l'OLP en 1969, est à la fois la pointe avancée et l'élément perturbateur de ce nationalisme arabe. Le Fatah d'Arafat, le FPLP d'Habache, le FDPLP d'Hawatmeh, sont des organisations qui ont leur base dans la classe ouvrière palestinienne émigrée dans l'industrie pétrolière et dans la population des camps de réfugiés ; elles sont de facture stalinienne et d'idéologie nationaliste-guérillériste. Elles ont en fait, on peut le dire avec du recul, bien fait illusion pour assurer aux Palestiniens une direction de fait nationaliste bourgeoise.

La poussée d'opposition partielle à l'impérialisme des régimes nationalistes bourgeois arabes se manifeste dans la bataille pour le partage de la rente pétrolière, avec les nationalisations algérienne, libyenne (Kadhafi arrive au pouvoir en 1969), irakienne -nationalisations rendues possibles par le fait que la hausse des revenus pétroliers est telle

qu'il y en a pour tout le monde et que les majors, compagnies occidentales, ne perdent aucun revenu, au contraire.

L'URSS, qui soutient le régime nassérien en Égypte depuis 1956, a accentué au maximum son soutien aux régimes nationalistes arabes, et donc son hostilité à Israël, dans ces années là. La grève générale en France et le Printemps de Prague marquent une étape irréversible vers le déclin à long terme de l'influence des grands partis stalinien sur la classe ouvrière dans leurs pays respectifs. Il y a à l'évidence de la part de Moscou la recherche d'alliances bourgeoises lui donnant, dans ses marchandages avec l'impérialisme, de nouvelles monnaies d'échange, enjeux pétroliers en arrière-plan.

L'ensemble de ces données, ajoutées à la forte charge symbolique de ce qui se passe autour de Jérusalem, lieu stratégique des trois religions monothéistes parentes, explique l'énorme importance, totalement disproportionnée à la dimension et au peuplement effectifs de cette région, qu'elle revêt dans les relations internationales.

Or, les événements des années 1968 et suivantes mettent en relief le fait que la politique de Moscou, celle des régimes arabes et également celle des dirigeants de l'OLP ne conduisent, du point de vue des peuples et de la démocratie, qu'à des impasses, des défaites et des tragédies.

En 1969 les organisations de la nouvelle génération nationaliste, Fatah, FPLP et FDPLP, prennent le contrôle de l'OLP qui adopte alors la Charte, reniée par la suite, qui faisait d'une Palestine unifiée, juive et arabe, la ligne directrice de son programme.

En 1971 les Palestiniens du royaume de Jordanie -la majeure partie de la population- s'insurgent contre le roi Hussein qui veut éliminer les bases militaires de l'OLP de son territoire. La répression (« Septembre noir ») fait des milliers de morts et voit se dresser face à elle des formes « soviétique » d'organisation populaire dans les quartiers et les camps (Irbid).

En 1973 l'Égypte et la Syrie (avec des divisions irakiennes) tentent de reprendre à Israël les territoires occupés en 1967 (« guerre du Kippour »). L'URSS de Brejnev les a poussés à agir et manifeste tout au long de cette affaire une fébrilité particulière, allant jusqu'à brandir la menace nucléaire contre Israël -l'une des raisons de cette poussée d'activisme bureaucratique est que Moscou est en train de perdre l'alliance égyptienne et le sait. C'est finalement un échec pour les régimes arabes et une reculade complète pour Moscou. L'Égypte s'engage définitivement dans l'alliance américaine, un processus amorcé avant même la guerre du Kippour et qui aboutira à sa paix séparée avec Israël en 1980.

Sur le plan de la confrontation militaire avec Israël, les régimes arabes sont perdants. Ils ne peuvent évidemment pas se situer sur le plan d'une lutte politique démocratique pour les droits des Palestiniens et l'union des travailleurs juifs et arabes. Irrémédiablement perdant sur le terrain étatique -sauf à imaginer un génocide des Juifs d'Israël au moyen d'armes nucléaires et autres, ce qui sera l'ambition du régime irakien dans les années 1980- ils se rattrapent par l'« arme pétrolière » avant même la fin de la guerre du Kippour. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, l'impérialisme américain sera, au bout du compte, le principal bénéficiaire du choc pétrolier ...

Par la suite, les groupes politico-religieux qui structurent l'État néocolonial et paradis fiscal libanais entrent en guerre les uns contre les autres, selon qu'ils sont alliés ou ennemis d'Israël pour les uns, des bases palestiniennes pour les autres. La guerre civile libanaise, guerre structurelle cristallisant les conflits de toute la région, conduit la Syrie à intervenir. Ce régime nationaliste bourgeois à modèle stalinien, se voulant le plus anti-israélien de tous, à tendance antisémite prononcée, montre à son tour en 1976 qu'il est tout autant l'adversaire de l'émancipation palestinienne que la monarchie hachémite de Jordanie (massacre de Tall-el-Zaatar).

La direction de l'OLP constituée en 1969 n'a cependant, elle-même, jamais rompu et toujours au contraire cherché à fonder toute sa politique, non sur la mobilisation indépendante des masses, mais sur les régimes arabes et la diplomatie. Les courants «

radicaux » se situent eux-mêmes sur ce terrain en recourant au terrorisme aveugle et leur action affaiblit un peu plus le combat palestinien.

Dans ce jeu, l'OLP ira imperturbablement de défaites et défaites, se faisant liquider ses « bases » militaires appuyées sur les camps de réfugiés les unes après les autres, jusqu'à son éviction du Liban par une invasion israélienne en 1982, se faisant, suprême dérision, évacuer par l'ONU vers Tunis ...

L'Europe après 1968.

« L'Union soviétique n'est pas l'élément décisif qui provoque les instabilités auxquelles nous devons faire face en Europe de l'Ouest. Une Europe occidentale communiste causerait de graves maux de têtes aux dirigeants de l'Union soviétique eux-mêmes. Il est probable qu'ils préféreraient éviter que les communistes ne prennent le pouvoir en Europe de l'Ouest. » (Henry Kissinger, chef de la diplomatie nord-américaine, s'adressant aux ambassadeurs des États-Unis en Europe en décembre 1975).

Dans une première approche, l'on se représente souvent la situation ouverte par 1968 comme consistant en une montée impétueuse des luttes. Or, cela ne correspond pas du tout à la réalité concrète. Cela correspond, par contre, à ce qu'a été le vécu de cette période par d'assez nombreuses couches de militants, notamment dans ce que l'on appelle -depuis cette époque et à partir d'elle- l'« extrême gauche ». La réalité concrète est que la grève générale française et le Printemps de Prague ont touché du doigt les questions fondamentales de la révolution socialiste -le pouvoir, la démocratie, l'État, la force armée. Aller plus loin, vers le fait non pas seulement de poser ces questions, mais d'avancer vers leur résolution, demande que la crise de la direction révolutionnaire, la question du parti, de l'Internationale et de leur programme, qui est aussi la question de la représentation politique fidèle, c'est-à-dire démocratique, des masses qui ont lutté en 68, connaisse elle aussi un début de résolution. Or sur ce plan, il n'y a pas eu progression politique.

Un aspect de première importance du problème est l'unité européenne de la lutte des classes, par dessus rideau de fer et Mur de Berlin, cette unité que la simultanéité de mai 68 et du Printemps de Prague a mis à l'ordre du jour, mais qui n'est pas réalisée. La normalisation de la Tchécoslovaquie est aussi, nous l'avons dit, une défaite. On parle alors de « regel » ou de glaciation brejnévienne. Le bloc soviétique arrive au stade du blocage quantitatif du développement de la productivité du travail et des forces productives en général. Après la répression des conseils ouvriers hongrois de 56 et celle du mouvement de reconquête du parti et des syndicats tchécoslovaques, cette stagnation combinée à la normalisation produit une sorte d'apathie sociale dans laquelle la résistance de la classe ouvrière et de la population, réelle, prend la forme de phénomènes de résistance passive et de décomposition individuelle, alcoolisme, etc.

Contradictoirement, la recherche de l'organisation indépendante de la classe ouvrière par elle-même se poursuit. En Pologne, la grève des chantiers navals de Stettin, seul mouvement de masse de premier plan dans les années qui suivent 68 à l'Est avec le Printemps croate de 1971, comporte toute une expérience qui mène à la conclusion qu'il faut organiser des syndicats indépendants de la bureaucratie.

Le terrain où pourrait se concrétiser cette unification, porteuse d'un bond en avant pour briser le cadre contre-révolutionnaire global de Yalta, est l'Allemagne. Mais la RDA est dans l'ensemble tenue et sa jeunesse cherche plutôt à fuir vers l'Ouest. La RFA voit le SPD conduit à passer d'une politique de « grande coalition » à un gouvernement dominé par lui, mais avec des libéraux. Le chancelier Willy Brandt à partir de 1969 lance l'*Ostpolitik*, ouverture à l'Est avec reconnaissance mutuelle entre la RFA et la RDA. Nul doute que cette politique tient compte des aspirations des masses et de leur pression. Mais en vérité elle leur tourne le dos : le rapprochement des deux Allemagne a pour sens de pérenniser la partition. Cette

politique s'insère dans un cadre plus global, dont elle est le moteur : la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui débouchera en 1975 sur les accords d'Helsinki, est une actualisation partielle, un renforcement, de l'ordre de Yalta. L'état de guerre froide fait officiellement place à la coopération et à la reconnaissance mutuelle des frontières et des zones d'influence.

Les couches de l'intelligentsia qui cherchaient à représenter le Printemps de Prague et les aspirations démocratiques en Europe centrale et en URSS étaient globalement, vers 1968, socialistes, c'est-à-dire qu'elles se réclamaient du socialisme et combattaient la bureaucratie. C'était le cas des Siniavsky, des Daniel, des Bogoraz, des Grigorenko, en URSS, des Kuron, Modzelewski, Michnik, en Pologne, des Pelican, Bartosek, Samalik, Uhl, etc., en Tchécoslovaquie, et même ici un Havel ou, en URSS, un Sakharov, favorables au « marché », se situent eux-mêmes sur ce terrain sans qu'il y ait de raison valable de mettre en doute la valeur de cette position. Ces couches se tournaient vers l'Ouest, et notamment vers le renouveau de l'extrême gauche et l'ensemble des idées et propositions brassées en Europe occidentale et en Amérique du Nord autour de 68. Le fait qu'elles n'aient pas vraiment trouvé de répondant de ce côté, ni en général de véritable recherche d'une lutte conjointe à l'Est et à l'Ouest, conjugué à la pression du cadre contre-révolutionnaire mondial aménagé par l'Ostpolitik et les accords d'Helsinki, aura des conséquences profondes sur sa conscience, et du coup sur le cours ultérieur des événements.

En Europe occidentale, l'épilogue immédiat de mai 68 en France exprime assez bien les données réelles de la situation : en 69 De Gaulle et son régime sont battus politiquement avec l'échec du référendum, mais l'absence d'alternative politique organisée du côté de la classe ouvrière produit, aux présidentielles provoquées par la démission de Mongénéral, un second tour entre candidats de partis bourgeois, Pompidou et Poher.

La France semble donc dans une impasse politique, et si le niveau des grèves est plus élevé dans les autres pays de l'Ouest européen, c'est qu'en France le stade de la grève générale a été atteint, et la conscience collective que cela a été, certes, exaltant, mais n'a pas apporté par soi-même de solution politique, est présente.

En Grande-Bretagne la poussée gréviste porte en même temps une nouvelle tentative de mettre le Labour Party au pouvoir, mais sans lui donner de chèque en blanc. Dès 1969, la population « catholique », c'est-à-dire irlandaise, de l'Ulster, s'est insurgée avec apparition de formes soviétiques d'organisation.

En Italie commence en 1969 le « mai rampant ». Mais attention : cette expression a deux sens. D'une part, elle désigne une longue vague de grèves, avec formation de comités de base dans les entreprises, qui mobilisent autant de travailleurs que le mai français, mais sur une plus longue durée et sans centralisation. En fait, ce mouvement est peu à peu fatigué, disloqué, par la politique du PCI et des syndicats CGIL-CISL-UIL, et par l'activisme idéologique des organisations d'extrême gauche spécifiques qui foisonnent ici. S'organiser en comités de base, qui imposent l'unité syndicale à la base, mais restent isolés usines par usines, vanter les mérites des grèves tournantes étalées sur des mois voire des années, colorer le tout de l'appellation d'« autonomie ouvrière » : telle a été la vraie orientation de l'extrême gauche italienne pendant que le PCI « élaborait » le « compromis historique », lequel consistait à interdire tout débouché politique et à dire aux travailleurs qu'en Italie tout gouvernement doit reposer sur la Démocratie chrétienne ...

« Mai rampant » désigne d'autre part cet activisme d'extrême gauche lui-même, qui devient stérile et va, pour une partie, déboucher, stalino-maoïsme et infiltration policière aidant, sur le terrorisme (ici il faut être clair : le terrorisme des BR, de la RAF allemande ou d'Action directe en France, comme l'Armée rouge japonaise, a un caractère totalement anti-ouvrier, réactionnaire sur toute la ligne).

En France la pression de la lutte des classes conduit le PS, le PCF et un petit parti bourgeois, le MRG, à constituer en 1972 l'« Union de la gauche » (dont l'Unité populaire chilienne est alors la référence). L'Union de la gauche apporte une perspective aux luttes,

celle d'un changement de majorité politique dans le pays -il s'agit en fait d'une déformation de la perspective d'un gouvernement des seuls partis du mouvement ouvrier, PS et PCF. Son « programme commun », verbalement très anticapitaliste, repose sur le principe de la préservation des institutions de la V^e République. Tout en ayant l'air d'apporter cette perspective -dans les manifs « Union, action, programme commun » est un slogan qui va dominer « Union, action, révolution », non parce qu'il est plus modéré, mais parce qu'il semble réalisable- l'Union de la gauche, en s'opposant au développement direct de la lutte des classes, protège en fait, de façon immédiate, le régime issu du coup d'État de 1958.

On notera que le vide politique des années 68-70, laissé par le rejet croissant du PCF dans les jeunes générations, a été essentiellement comblé par une sorte de résurrection du PS sous la conduite d'équipes issues des partis bourgeois, avec Mitterrand.

En Italie le PCI de Berlinguer, à partir de 1973, apporte ouvertement un soutien direct aux gouvernements de la DC, la démocratie chrétienne. C'est le « compromis historiques », justifié par une abondante et verbeuse production idéologique. Il en ressort surtout que ce parti formaté par le stalinisme a, dès les années 1970, inventé ce que dans les années 1990 on appellera le « social-libéralisme », se situant quelque part à la droite de la social-démocratie. Terrorisme et lutte « anti-terroriste » frappent en même temps, de concert. A la fin des années 1970 un recul sérieux, par épuisement et énervement, a été infligé au mouvement ouvrier italien qui avait arraché des acquis sociaux et démocratiques non négligeables au début de la décennie, lors du « mai rampant » proprement dit, celui de la classe ouvrière. La défaite des grèves de Fiat en 1980, mettant fin à ce qui était devenu l'illusion d'un « mai rampant », l'entérine. L'extrême gauche italienne avait été la plus nombreuse d'Europe, et aussi la plus éloignée des idées révolutionnaires « traditionnelles » et la plus pénétrée par le maoïsme et par les théories nord-américaines. A la fin de la décennie elle est laminée.

L'Union de la gauche en France, le « compromis historique » en Italie, le retour au pouvoir du Labour en Grande-Bretagne et les gouvernements à dominante SPD en Allemagne fédérale, brossent un tableau dans lequel, à la manière des « fronts populaires » même s'il ne s'agit pas exactement de la même chose, la venue aux gouvernements, ou -cas italien- l'intégration à l'État sans participation gouvernementale, des partis issus du mouvement ouvrier, résulte dans des délais plus ou moins rapides de la secousse produite en 68, et est relativement efficace pour l'absorber ou pour la disloquer et la défaire.

Le tournant : la révolution portugaise.

Au milieu de la décennie, c'est en fait d'un nouveau front européen, mais attendu, espéré de longue date, que la possibilité de la révolution revient, puis s'évanouit encore, sonnant la fin effective et du contexte général, et des courants politiques « soixante-huitards » : l'effondrement des dictatures méditerranéennes, Espagne, Portugal et Grèce.

Il y a des différences entre ces trois cas. L'Espagne a le plus d'importance, de par son poids spécifique mais surtout en raison du poids passé de la révolution et de la guerre civile des années trente. Le Portugal semblait adossé politiquement à l'Espagne. Les deux pays avaient conservé les dictatures de Franco et de Salazar puis Caetano, les anciens amis de Hitler et de Mussolini. La Grèce, depuis le coup d'État des colonels en 1967, avait connu un régime brutal similaire, mais beaucoup plus fragile car moins ancré et, d'une certaine façon, survenu à contretemps, juste un an avant 68.

Mais par delà les différences, le cours général des événements dans ces trois pays fut analogue : crise des dictatures, « transition » (on dira justement une « transition à l'espagnole »), et installation apparente -il faut le préciser : apparente- de régimes « démocratiques » et constitutionnels, le tout débouchant sur leur intégration à la « construction européenne ». Un succès important pour le capitalisme et une déception non moins importante pour les espoirs de révolution.

Mais le pays clef dans ces événements fut en fait le Portugal -à la fois celui qui avait dans son histoire connu le moins de luttes ouvrières et révolutionnaires « classiques » et qui avait préservé un empire colonial surdimensionné. Il n'y a pas eu de transition pacifique au Portugal, mais c'est au contraire la « transition à l'espagnole » qui s'est effectuée dans le cadre créé par l'échec de la révolution prolétarienne au Portugal, révolution qui a bel et bien fait irruption dans les brèches béantes de la crise du régime corporatiste-chrétien et militaro-fascisant qui sévissait dans ce pays.

Depuis 1945, la crise révolutionnaire la plus poussée en Europe occidentale s'est produite au Portugal en 1974-1975. Ce fait souligne, par contraste, la relative stabilité du capitalisme dans ce continent.

La crise a été ouverte par l'intervention spontanée des masses, le 25 avril 1974, contre le régime en proie à un coup d'État militaire qui visait à en chasser les dirigeants pour le réformer et le moderniser. Il vaut le coup de citer les lignes qui suivent, qui résument bien les enjeux, et aussi parce qu'elles ont marqué le sommet de la réflexion politique de leur auteur, gauchiste peu avant de les écrire et qui devait sauter de l'autre côté du cheval par la suite et devenir un soutien de l'alliance avec la bourgeoisie confondue par lui avec l'unité ouvrière :

« Dans toute situation comparable aux lendemains du 25 avril, la question que posent les masses victorieuses est : « Qui va diriger ? » . La question du pouvoir est centrale et elle se pose de façon insistante au travers de chaque grève, de chaque manifestation, de chaque revendication, du plus petit au plus grand échelon, depuis l'atelier, la commune jusqu'au gouvernement.

Qui dirige l'atelier ? Est-ce le même contremaître ex-complice de la Pide ? Qui dirige l'usine ? Est-ce le même petit ou grand patron, bénéficiaire de l'ancien régime ? Qui dirige le bureau des postes, le lycée, les services du ministère, l'hôpital ? Sont-ce les mêmes fonctionnaires connus pour leur servilité à l'ordre ancien et compromis par les prébendes reçus ?

Toutes les grèves de mai 1974 posent cette question. Par vagues successives, la mobilisation populaire va la renouveler inlassablement, portant chaque fois plus loin la révolution. On assistera en vingt mois à cinq assauts. De façon classique, du 1^{er} mai 1974 jusqu'à la grève des ouvriers de la construction de novembre 1975, les travailleurs vont, au travers d'expériences consécutives, déjouer les pièges et attaques réactionnaires, engager un mouvement de fond pour la création d'une situation de double pouvoir, contester tour à tour les directions majoritaires du PS et du PCP, chercher la voie de la construction d'un parti révolutionnaire. La crise va être étonnamment longue, révélant le caractère profond et déterminé de la mobilisation : nombreux seront les politiciens bourgeois -et également les chefs ouvriers hostiles à la révolution- à se tromper sur le rythme du mouvement des masses.

A plusieurs reprises en juillet 1974, en septembre 1974, en mars 1975, au cours de l'été 1975 et enfin en novembre 1975, des complots, provocations, campagnes réactionnaires, tenteront d'endiguer puis de faire reculer le mouvement des masses. Chaque fois, le résultat obtenu sera l'inverse de celui escompté par les initiateurs. Le Premier ministre, Palma Carlos, sera chassé en juillet 1974, Spínola en septembre ; le MFA sera contraint d'organiser des élections et de réaliser des nationalisations, les travailleurs donneront aux élections, par deux fois, en avril 1975 et en avril 1976, la majorité absolue des voix à la Constituante et au Parlement, aux seuls PS et PCP ; un mouvement important de création de comités au cours de l'été 1975 tentera de s'opposer à la division entre le PS et le PCP, enfin un véritable assaut sera donné en novembre au sixième gouvernement provisoire, contraignant celui-ci à se déclarer « en grève ».

Toutes ces vagues de lutte se traduiront par une progression de la conscience et de l'organisation des travailleurs : elles tendront à converger, à s'empiler les unes sur les

autres. Et ce ne sera que lorsque le pouvoir sera impuissant, isolé, forcé de laisser la place au « vide », que le point culminant sera atteint et que le dénouement s'opérera. Les deux classes en présence, au terme de vingt mois d'affrontement, joueront leur sort à ce moment-là : la classe ouvrière réussira à mettre à genoux le gouvernement bourgeois, mais ne parviendra pas à confirmer son avantage et à s'imposer. Dès lors les travailleurs ne pouvaient que perdre et, en effet, la bourgeoisie se redressera, fomentera un nouveau « coup », victorieux cette fois, et peu à peu reprendra les acquis qu'elle avait dû concéder. Plusieurs années plus tard elle parviendra même à chasser du pouvoir (...) les dirigeants des partis ouvriers qui lui avaient pourtant « sauvé la mise » au moment crucial. »
(Gérard Filoche, *Printemps portugais*, Paris 1984).

La révolution portugaise s'est engouffrée dans un coup d'État, le submergeant et produisant l'image qu'elle a laissée en donnant des œillets aux soldats, pour les mettre avec le peuple qui prenait d'assaut les prisons et les ministères, puis qui fera grève et prendra la terre. Elle a ensuite suivi le cours décrit dans le texte cité, se heurtant à des obstacles précis : les directions du PS et du PCP, bien entendu, mais aussi l'extrême gauche qui, au Portugal, ne joue pas un rôle moins contre-révolutionnaire que les « vieux » appareils.

PS et PCP ont maintenu une alliance gouvernementale avec la représentation politique de la bourgeoisie : le PPD (Parti Populaire Démocratique) et surtout, c'est là l'organisation clef, le MFA -Mouvement des Forces Armées- association des officiers mécontents de l'ancienne dictature qui avait été à l'origine du coup d'État débordé du 25 avril.

La grande duperie de la révolution portugaise, l'arme principale de la contre-révolution, a consisté dans le fait de présenter ces officiers de la coloniale, certains ex-tortionnaires, comme des sortes de guérilléros. L'extrême gauche dans sa masse a contribué de manière décisive à cette duperie. Le MFA était en fait le dernier rempart, l'expression concentrée de l'État bourgeois : le corps des officiers. La défense d'une « révolution » « à la cubaine », tiers-mondiste, militarisée, a été l'axe de la lutte contre l'organisation indépendante de la classe ouvrière, à savoir :

- lutte contre l'organisation en syndicats indépendants, les stalinien recylant les anciens syndicats verticaux corporatistes de la dictature et opposant leur « unicité syndicale » au syndicat unique des travailleurs ;
- lutte contre la formation de comités et de conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats au nom d'un « pouvoir populaire » encadré par les militaires appelés à « conscientiser les masses » et au nom de l' « alliance peuple-MFA » ;
- lutte contre l'élection libre d'une assemblée constituante souveraine : le MFA a dû, contraint et forcé, « accorder » des élections et a imposé au PS et au PCP (leurs directions étant consentantes, de même que celles de la majorité de l'extrême gauche) un accord qui niait par avance les pouvoirs de la constituante, indiquant que le pouvoir serait de toutes façons aux mains du MFA ; et il a pour finir appelé à voter blanc.

Les résultats, donnant avec une forte participation une majorité absolue des partis ouvriers (PS près de 38%, PCP près de 14% et extrême-gauche près de 9%) étaient donc un cuisant échec pour le MFA.

Je viens, délibérément, de compter l'assemblée constituante au nombre des organisations dont la classe ouvrière, avec ses syndicats et ses conseils (soviets), cherche à se doter.

Bien que ce soit le MFA qui ait dû convoquer les élections, tout le mouvement des ouvriers, des paysans et de la jeunesse les a imposées et il valait mieux pour lui que ce qui restait de l'État bourgeois prenne l'initiative. L'expérience portugaise vient donc apporter un complément tout à fait intéressant à ce que nous avons dit, plus haut, de la question de la constituante dans la révolution russe, en 1917-1918, et dans la révolution allemande en 1918. Au Portugal en effet la quasi-totalité de l'extrême gauche considère que la constituante représente, même avec une majorité ouvrière, le principal danger contre-révolutionnaire, car faire des élections au suffrage universel est un acte « bourgeois » par

excellence -on mesure la stupidité d'une telle conception, surtout dans un pays qui n'a jamais connu d'élections libres depuis des dizaines d'années, mais l'on doit mesurer en même temps la force de telles absurdités. Dans son combat contre la constituante et le PS « bourgeois », l'extrême gauche se trouve, en 1975, à la remorque -mais en un soutien qui joue en fait un rôle décisif- des stalinien et des officiers de l'armée coloniale du MFA. L'opposition verbalement ultra révolutionnaire aux institutions « bourgeoises » commence par la constituante mais elle va jusqu'aux conseils ouvriers, auxquels il faut opposer l'alliance peuple-MFA, et jusqu'aux syndicats indépendants.

Il n'y a pas eu, au Portugal, de force politique organisée pour mener une bataille nationale, à ce moment là, pour que tout le pouvoir revienne à la constituante et pour opposer le front unique ouvrier à la division qui va faire rage.

En effet, dans les mois qui suivent les élections, un affrontement violent oppose le PCP au PS, autour de l'occupation du journal socialiste *Republica*. Le PCP et l'extrême gauche, fer de lance de l'offensive pour la reconstruction de l'État bourgeois, couvrent d'un langage gauchiste, stalinisant ou « cubain » la défense de l'armée, du corps des officiers et du corporatisme -donc de l'héritage repeint en rouge de la dictature d'extrême droite. La direction du PS, elle, se situe sur le terrain de la « démocratie » parlementaire et de sa défense contre les « soviets », tout en maintenant elle aussi l'alliance avec le MFA.

Cette campagne effrénée de division a cassé la dynamique de la révolution portugaise. Néanmoins, le mouvement indépendant de la classe ouvrière a encore eu la force, autour de la grève du bâtiment en novembre 1975, d'imposer une quasi grève générale et de larges victoires revendicatives à un gouvernement affaibli. C'est là que celui-ci se met « en grève », c'est-à-dire officialise lui-même la vacance du pouvoir, pour permettre un coup d'État interne, les 25-26 novembre, des militaires « modérés » contre les militaires « gauchistes » et aussi des uns et des autres contre le début d'organisation des soldats en comités indépendants du corps des officiers. C'est ce coup qui marque la fin officielle de la révolution. Le Portugal se stabilisera en un régime parlementaire membre de la CEE puis de l'Union Européenne.

Dans l'histoire globale de la révolution, le Portugal est le cas dans lequel il apparaît de manière éclatante que les « directions traditionnelles », pour qu'il y ait victoire de la révolution, auraient dû être contestées par une force ayant assimilé les deux enseignements clefs des deux époques précédentes de la stratégie révolutionnaire :

- l'enseignement clef de la période 1871-1914 : le combat pour la République démocratique, laïque et sociale, sans bureaucratie ni armée permanente, et la libre confédération de telles républiques souveraines ;

- l'enseignement clef de la période 1914-1945, et plus précisément des années 1914-1923 : le combat pour le front unique ouvrier, incluant le combat pour les soviets, « forme suprême » du front unique, et pour le gouvernement ouvrier (mais un mot d'ordre de gouvernement PS-PCP, nécessaire, ne suffisait pas au Portugal : la question de la souveraineté de la constituante et de la centralisation et de l'exercice du pouvoir par les conseils, tout à fait liées l'une à l'autre, se posaient aussi dans le même mouvement).

Les « directions traditionnelles » du PCP et du PS ont été très contestées dans la révolution portugaise, et d'ailleurs elles n'étaient pas si « traditionnelles » que cela, venant seulement d'apparaître au grand jour avec la chute de la dictature. Mais leurs contestataires de l'extrême gauche, conditionnés par le siècle stalinien et le positionnement « campiste » dans l'ordre contre-révolutionnaire global de Yalta, avaient dans l'ensemble le PS et la « démocratie bourgeoise » pour ennemis principaux. Moyennant quoi, ces militants qui rêvaient de combattre les armes à la main les Pinochet, ont apporté un efficace et redoutable soutien à des officiers coloniaux fascistes de la veille peints en rouge. La conception stalinienne ou castriste de l'« État ouvrier » a convergé avec l'organisation verticale, corporative, de l'État bourgeois dans ses formes totalitaires et fascistes. Loin d'en finir avec la « démocratie bourgeoise » et la social-démocratie, ces nigauds de l'Histoire l'ont

remise en selle. Nous avons donc assisté là, 7 ans après 68, au tête-à-queue de l'extrême gauche, se situant, dans son rôle social et politique fondamental, en auxiliaire, donc sur le même plan, que les bureaucraties.

Le dénouement de la situation portugaise a déterminé la réussite de la « transition à l'espagnole ». Celle-ci n'alla pas pour autant de soi. Il a fallu que staliniens et social-démocrates montent au créneau pour sauver l'appareil d'État issu du franquisme, par le Pacte de la Moncloa (1976) passé avec la monarchie restaurée.

40 années de répression ont, dans ces conditions, empêché une reconstitution du mouvement ouvrier espagnol sur ses bases d'avant Franco : ni la CNT ni le POUM ni les courants socialistes de gauche ne ressuscitent en tant que grandes organisations de la classe ouvrière, ce à quoi a pu contribuer aussi le fait qu'il n'y avait pas de courants internationaux à même de les soutenir, les étayer et les comprendre. En outre, l'appareil d'État est préservé, il n'est pas secoué et partiellement détruit comme au Portugal. Et la « transition » s'opère dans un contexte d'ouverture économique préparé de longue date, et qui débouchera, comme pour le Portugal et la Grèce, sur l'entrée dans la CEE dans les années 1980.

Certes, c'est un peu partie remise. La dislocation de l'appareil d'État hérité du franquisme, le « travail de mémoire », comme on dit, sur la révolution et la guerre civile, et la résurrection, dans des conditions et avec un esprit nouveaux, des traditions révolutionnaires des classes ouvrières espagnole et catalane, sont en somme remis à plus tard, ajournés, mais pas écartés définitivement. Cela dit, il faut mesurer le poids qu'a pu avoir, pour l'ensemble du mouvement ouvrier européen, le fait que la fin du franquisme et le réveil d'une révolution qui a été, et qui reste, la plus grande du siècle avec la révolution russe, n'aient pas coïncidé.

Par contre, le nationalisme basque, entièrement dominé par la bourgeoisie et l'église en 1936, connaît dans les années 1970 une évolution vers la révolution de la part de sa composante la plus active, celle de l'ETA (alors que le catalanisme de gauche, de même que les anciens courants du mouvement ouvrier, ne se reconstitue pas à grande échelle). La « transition à l'espagnole » n'aurait pas été possible si les conditions politiques du Pays Basque avaient prédominé dans toute l'Espagne. L'ETA isolée donnera par la suite des signes de dégénérescence (ralliement à l'Union Européenne associée au terrorisme aveugle, le tout sans doute aidé par l'infiltration policière).

On notera encore que tant au Portugal qu'en Espagne et en Grèce, les PC, qui ont conduit l'essentiel du sale boulot, sortent très affaiblis en fin de compte de cette période, qui voit la place de premiers partis dans la classe ouvrière être prise par des partis socialistes eux-mêmes assez nouveaux, puisque reconstitués en vitesse dans l'effondrement des anciens régimes, capables à leurs débuts de rhétorique gauchisante, mais ayant un personnel politique d'origine en bonne partie bourgeoise dans leurs dirigeants (en Grèce le PASOK est dirigé par Andréas Papandréou, héritier de la principale dynastie de politiciens bourgeois du pays). Ce phénomène recoupe en partie la « résurrection » du PS français d'Épinay et de l'Union de la gauche.

1975, solde des comptes.

1975 est l'année de la victoire vietnamienne, mais de sa neutralisation par le génocide cambodgien ; et c'est l'année de l'arrêt -pas par une défaite sanglante, mais par un reflux -de la révolution portugaise.

Dans l'ensemble, la période « 68 » s'arrête en fait là, même s'il a fallu parfois du temps pour s'en rendre compte. L'extrême gauche apparue dans les pays impérialistes, et avec elle les illusions fondées ou non sur la Chine, l'Indochine et Cuba, achève son cycle au Portugal, réserve faite de l'Afrique noire, sur laquelle nous allons revenir.

1975, c'est aussi l'année des accords d'Helsinki. La génération 68 en Europe centrale et en URSS devient la génération de la « dissidence ». Ses perspectives, nous l'avons dit, étaient socialistes. Elle commence à les abandonner dans cette phase de la fin des années 1970. D'une part, elle fait sa stratégie principale de la tactique consistant à s'appuyer sur la clause « Droits de l'homme » des accords d'Helsinki. D'une guérilla juridique appuyée sur la défense des droits démocratiques, ce qu'était tout à fait de bonne guerre, on passe, notamment avec la figure emblématique de Sakharov, au fait de s'appuyer sur « l'Occident » et ses gouvernements, contre les régimes staliniens. Seuls les schémas campistes empêcheront de comprendre que ce soit précisément en même temps que s'opère ce tournant « droitier » de la dissidence que celle-ci intègre dans sa vision théorique et stratégique l'acceptation de la domination russe et de l'ordre géopolitique mondial contre-révolutionnaire : Jacek Kuron appelle cela l'*auto-limitation*.

Cette théorie calamiteuse se ramène en fin de compte au remplacement de la double mise en cause de l'impérialisme et du stalinisme par leur double acceptation, et porte en elle l'itinéraire qui fera de cette ancienne figure de l'exigence démocratique révolutionnaire en Pologne le ministre des soupes populaires de la restauration capitaliste dans un gouvernement de coalition avec ses anciens geôliers staliniens ...

Révolutions et guerres des années 1970 en Afrique noire.

En partie par commodité d'exposition, nous pouvons dire qu'en Afrique noire, la période qu'à l'intérieur des années 1945-1989 nous définissons autour de l'année 1968 commence et s'achève un peu plus tard qu'ailleurs.

L'attention sur l'Afrique, et plus précisément sur l'Afrique australe et la corne de l'Afrique, a en fait été attirée en 1974-75, par la décolonisation de l'empire portugais, qui interagit très directement avec la révolution portugaise, et par la révolution éthiopienne.

Mais ces événements ont été anticipés par la crise révolutionnaire malgache de 1971-1973. En dépit de sa position géographique, Madagascar appartient plus au Sud-Est asiatique qu'à l'Afrique, mais elle faisait partie de l'empire colonial français essentiellement africain. La décolonisation autour de l'année 1960 n'avait pas connu de débuts effectifs de révolution sociale, bien que le spectre l'en ait hantée. Ce qui se passe à Madagascar est donc un précédent important.

La spécificité des événements malgaches réside dans leur lien avec l'insurrection de 1947 par dessus la pseudo indépendance de 1960. Le vieux parti nationaliste paysan du Sud, le MONIMA, et un parti issu du PC, l'AKFM, symbolisaient d'ailleurs le lien avec l'insurrection de 1947 et leur satellisation par l'AREMA a facilité la contre-révolution.

La manière dont « l'ordre » est rétabli est en effet caractéristique. Un parti fusionnant avec l'État, de facture encore une fois stalinienne, structuré par le corps des officiers d'origine coloniale, s'affirme « marxiste-léniniste » et nationaliste, anti-impérialiste : l'AREMA du colonel Ratsiraka. Au nom du « marxisme-léninisme », l'État est reconstruit -l'État néo-colonial et soumis à l'impérialisme, prédateur envers le peuple et le soumettant à l'encadrement féroce, à l'ilotage rapproché d'une « démocratie populaire ».

Le scénario malgache est classique et ce mauvais film se répétera : des régimes sanguinaires, « marxistes-léninistes », permettant aux médias et idéologues de l'impérialisme une bonne propagande, assurent en réalité la consolidation provisoire d'États parfaitement bourgeois. Il ne s'agit pas, pour le coup, d'États bourgeois sans bourgeoisie, car ils sont et restent directement inféodés à l'impérialisme (ils tentent seulement de se défaire de leurs liens avec un impérialisme en particulier, leur ancienne puissance coloniale, et souvent n'y arrivent même pas), n'ont ni monopole du commerce extérieur ni étatisation de l'économie -les mesures « marxistes-léninistes » qui singent les États staliniens ne visent en réalité qu'à l'encadrement militaro-policiier. Ceci dit, il y a bien une cause de ressemblance entre les États néo-coloniaux, à intitulé « marxiste-léniniste » ou non,

d'ailleurs, et les États staliniens, c'est que la bourgeoisie nationale n'a pas par elle-même le poids social de s'imposer et est pour ainsi dire accouchée par l'État et, le plus souvent, y reste en couveuse (cette ressemblance n'a pas échappé aux plus inconscients : on a vu tel courant voir des « États ouvriers » à Madagascar, en Guinée, etc. -à moins que ce soit la présence d'un parti unique, d'une police politique, de centre de tortures et de camps de concentration qui leur rappelle l'URSS et la Chine ?).

En 1974-75 la révolution portugaise se combine avec la victoire des guerres d'indépendance en Angola, Mozambique, Guinée-Bissau et îles du Cap-Vert (et au Timor oriental, immédiatement envahi par l'Indonésie avec la complicité nord-américaine).

Grosso modo, ce que nous avons dit de l'Algérie peut s'appliquer aux pays de l'ancien empire portugais d'Afrique (sauf le cas de Sao Tomé, réduit). Les appareils militaires des fronts de libération -PAIGC, MPLA, Frelimo- construits contre les masses et contre leurs propres bases avant l'indépendance, structurent immédiatement des États bourgeois néo-coloniaux à rhétorique « marxiste-léniniste », une rhétorique qui sera abandonnée sans problème quelques années plus tard. Le « marxisme-léninisme », c'est-à-dire le monolithisme stalinien, et le nationalisme, sont utilisés pour l'encadrement des masses et l'interdiction d'organisations ouvrières, paysannes, étudiantes, indépendantes, qui sont apparues et ont été détruites ou intégrées.

Mais l'Angola et le Mozambique n'avaient pas la relative unité nationale de l'Algérie contre la France. Les formations militaires du type FLN qui les prennent en main s'appuient sur les couches sociales européanisées de leurs métropoles et voient se former contre elles d'autres mouvements, de même structuration et idéologie, mais appuyés sur telle ou telle ethnie de l'intérieur. Lors de l'accession à l'indépendance, l'impérialisme nord-américain choisit d'appuyer ces formations concurrentes, qui vont désormais osciller, dans leur idéologie affichée, entre le maoïsme, le racisme ethnociste et la défense du « monde libre » : FNLA puis surtout UNITA en Angola, Renamo au Mozambique. Il est probable que le régime d'apartheid en Afrique du Sud a pesé pour entraîner les États-Unis dans cette politique, craignant l'onde de choc chez lui de l'effondrement de l'empire portugais -mais la politique des régimes MPLA et Frelimo leur a fourni une base en opprimant les ethnies qui les soutenaient. Dans les motivations nord-américaines, le facteur subjectif doit aussi être pris en compte : sans doute les responsables craignaient-ils l'apparition d'un Cuba africain. Cette éventualité -que les appareils militaires petits-bourgeois organisés à la stalinienne rompent réellement avec l'impérialisme- était improbable, mais il faut mentionner Amilcar Cabral, fondateur du PAIGC capverdien, qui évoque parfois Guevara, et qui fut précisément assassiné juste au moment où son mouvement allait vaincre le Portugal, en 1973.

L'accession à l'indépendance est ainsi le point de départ d'une guerre civile entretenue de l'extérieur pour de longues années.

Ces guerres civiles s'intègrent à l' « affrontement Est-Ouest » et donnent à croire que l'Angola et le Mozambique sont des « régimes totalitaires communistes » pour les uns, des « États ouvriers » ou presque pour les autres. D'autant plus que Cuba va envoyer des forces importantes pour soutenir les régimes angolais et mozambicain. Il ne convient pas de renvoyer dos-à-dos les forces en présence : UNITA et Renamo sont soutenus directement par l'impérialisme pour empêcher des développements révolutionnaires en Afrique, bloquer la portée de l'effondrement de l'empire portugais, et protéger le régime sud-africain. Mais l'intervention cubaine, qui donne à Cuba une apparence illusoire de retour à l'activisme de l'époque du Che et est incitée par Moscou, tout en combattant ces armées mercenaires, consolide les États bourgeois en place -et coûte cher à Cuba en renforçant sa dépendance envers l'URSS.

En 1974 encore commence une révolution authentique et profonde, ouvrière et paysanne, donc prolétarienne, dans un pays-clef de l'Afrique, mais un pays tenu comme le plus arriéré du monde au plan économique et social et qui l'était effectivement, à cette date.

Si l'on faisait, par impossible, abstraction de son intégration au système capitaliste mondial, on le décrirait comme un empire féodal et tributaire maintenu. La réalité est bien sûr que c'est le capitalisme mondial qui a maintenu l'Éthiopie dans cette arriération, et lui a durement fait payer le fait d'avoir été le seul État africain noir à avoir repoussé victorieusement la colonisation.

L'impéritie de cet État vermoulu devant la famine de 1973 est la cause immédiate d'une série de révoltes paysannes, de grèves, de manifestations étudiantes et lycéennes et de mutineries dans les casernes. L'ensemble compose le tableau d'une puissante révolution, combinant 1789 et 1917. Deux partis politiques principaux, d'origine maoïste, le Meison (Mouvement socialiste pan-éthiopien) et le PRPE (Parti Révolutionnaire du Peuple Éthiopien) et quelques autres groupes du même tabac résument l'équipement politique de l'intelligentsia. Dans ces conditions, le corps des officiers, à la façon du MFA portugais, monte sa propre structure, le DERG, qui commence par rétablir, au nom de la révolution, l'ordre dans les casernes, renverse et liquide le vieil empereur, et, toujours au nom de la révolution bien entendu, va multiplier les opérations contre-révolutionnaires : envoi des étudiants à la campagne à la manière de Mao, offensive de reconquête de l'Érythrée et du Tigré qui ont entrepris de réaliser leur indépendance. Ne disposant pas des structures de base d'un appareil d'État, le DERG va utiliser les organisations staliniennes de l'extrême gauche maoïste, s'appuyant sur le Meison contre le PRPE puis liquidant le Meison. Entre le DERG et les partis maoïsants, nous avons le même type de rapports pervers qu'entre le MFA et le gros de l'extrême gauche portugaise.

Les formes soviétiques d'organisation apparues à Addis Abeba en 1974 sont liquidées ou converties en unités d'ilotage, les Kébélés, qui seront liquidés à leur tour en 1978 après avoir servi à plusieurs campagnes de « terreur rouge » sanguinaire.

La contre-révolution « marxiste-léniniste » du général Mengistu consiste aussi à restaurer et maintenir un empire prison des peuples. Sa guerre contre les peuples érythréen, tigréen, somali de l'Ogaden, se développe, en 1978, en une guerre avec le pays voisin, la Somalie. Or, celle-ci est une dictature qui provient du nationalisme arabe et a adopté la logomachie « marxiste-léniniste ». L'URSS est en train de se positionner en parrain du régime Mengistu : la voilà donc qui se retrouve pendant quelques temps à payer et armer deux régimes « marxistes-léninistes » en guerre. Finalement, sans aucun problème, l'État somalien devient « islamique » et pro-occidental (ainsi que pro-chinois, pendant qu'on y est ...) et c'est l'Éthiopie qui reçoit l'aide des chars russes et, là encore, des soldats cubains. Le travail qu'ils exécutent est cette fois-ci directement une mission de restauration d'un État bourgeois et de répression de nationalités en lutte pour leur libération.

Dans les années 1980, on reparlera de l'Éthiopie pour ses famines, pour les campagnes humanitaires qui lui furent destinées, pour le détournement de l'aide par Mengistu et ses sbires ... Il ne manquera pas de bonnes âmes et de journalistes pour expliquer que la famine a été produite par « l'application des principes marxistes ». Le régime Mengistu a en effet baptisé « collectivisation » ses campagnes de regroupement, de migrations forcées et de déplacement de population pour mener ses guerres. D'une certaine façon toute la tragédie -et le ridicule- du XX^e siècle est là : qu'il ait été possible de présenter comme « application du marxisme » la pure et simple brutalité militaire et la bêtise étatique la plus totale.

Le bilan de la poussée révolutionnaire des années 1970 en Afrique noire est donc, comme ailleurs, plus que mitigé. Elle s'est exercée sur les secteurs dans lesquels la décolonisation ne s'était pas opérée : l'empire portugais et l'empire éthiopien autochtone. À l'arrivée, son déroulement a été tel qu'a été préservé l'État clef l'Afrique australe, le régime pourtant susceptible, devant un vrai prolétariat noir industriel, de connaître la crise la plus grave, l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud a été touchée par la poussée -Soweto, 1976. Une « transition pacifique » à haut risque a été opérée dans un pays de sa zone directe d'influence, la Rhodésie qui devient Zimbabwe en 1980, où l'on peut constater qu'un front de libération nationaliste et « marxiste-léniniste » organisé à la stalinienne peut passer un pacte avec les

grands propriétaires blancs et « éviter le pire », à savoir leur expropriation (quitte à devoir jouer avec cette idée de manière déformée vingt ans plus tard comme on voit faire aujourd'hui le régime de R. Mugabe). Mais l'Afrique du Sud a, pour l'essentiel, échappé à l'orage et la contre-révolution, appelée « révolution », ce qui en démultiplie l'efficacité, fait payer pour des années et des années le tribut des enfants traumatisés et amputés en Angola, Mozambique et Éthiopie.